



Master

2020

Open Access

This version of the publication is provided by the author(s) and made available in accordance with the copyright holder(s).

Droits de l'enfant et changements climatiques: analyse des discours des
jeunes activistes pour le climat à la lumière des droits de l'enfant

Martineau, Milena

How to cite

MARTINEAU, Milena. Droits de l'enfant et changements climatiques: analyse des discours des jeunes activistes pour le climat à la lumière des droits de l'enfant. Master, 2020.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:150924>



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

**CENTRE INTERFACULTAIRE
EN DROITS DE L'ENFANT**

Sous la direction de Daniel Stoecklin

DROITS DE L'ENFANT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ANALYSE DES DISCOURS DES JEUNES ACTIVISTES POUR LE CLIMAT À LA LUMIÈRE DES DROITS DE L'ENFANT

Présenté au
Centre interfacultaire en droits de l'enfant (CIDE) de l'Université de Genève
en vue de l'obtention de la

Maîtrise universitaire interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Miléna MARTINEAU

de

Breitenbach, Soleure

Mémoire No CIDE 2020/MIDE 18-20/28

Jury :

Professeur Daniel Stoecklin

Madame Ludivine Richner

SION

Septembre 2020

Résumé

Ce travail vise à appréhender les mobilisations récentes des jeunes pour le climat – considérées alors comme un « nouveau mouvement social » – à la lumière du « projet » des droits de l'enfant qui a pris forme en 1989 suite à l'adoption par les Nations Unies de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CDE). À travers une analyse thématique des discours de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier, ainsi que de deux grilles de lecture, qui sont les écoles de pensée en droits de l'enfant théorisées par Karl Hanson et le système de l'acteur formulé par Daniel Stoecklin, nous nous interrogeons sur la manière dont ces deux luttes – climatique et pour les droits de l'enfant – peuvent se rejoindre et se compléter. Au cours de notre recherche, nous verrons que ces jeunes activistes pour le climat ont des capacités d'action importantes, une « agency politique », qui répondent à la promesse faite par les Nations Unies en proclamant l'enfant acteur.rice et sujet de droits.

Mots-clés : *droits de l'enfant ; changements climatiques ; mouvement social ; participation ; analyse thématique de discours ; agency politique ; capacité participative*

Ce travail est rédigé de manière inclusive et épicène. Le pronom « iels » (forme contractée de « ils » et « elles ») permet de désigner un groupe de personnes de manière inclusive et sans distinction de genre.

Remerciements

Je tiens à remercier les personnes suivantes qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce présent travail :

Le Professeur Daniel Stoecklin, directeur de mémoire, pour l'intérêt qu'il a tout de suite eu pour cet objet de recherche, ainsi que pour ses précieux commentaires ;

Elodie Frauche et Coline Deschenaux, étudiantes au MIDE également, pour leur relecture et leurs conseils toujours avisés ;

Ma famille et mes ami.es pour leur écoute et soutien tout au long de mon parcours universitaire ;

Finalement, ces jeunes activistes pour le climat qui mois après mois continuent à se mobiliser en faveur de meilleures politiques climatiques. Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier qui, de par leurs prises de parole disponibles sur Internet, ont permis la réalisation de cette recherche.

Table des matières

INTRODUCTION	2
CADRE THÉORIQUE	3
La participation sur la scène internationale.....	3
Les grèves scolaires pour le climat, un nouveau mouvement social	5
Droits de l'enfant et changements climatiques	7
Impacts sur l'exercice effectif des droits de l'enfant	12
Cadre juridique et institutionnel sur le droit à un environnement.....	14
PROBLÉMATISATION	20
APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	21
La production et l'analyse de discours.....	21
Présentation du terrain de recherche	22
Considérations éthiques	27
Traitement et analyse des données	28
ANALYSE DE DISCOURS	30
Analyse sur la construction globale des différents discours.....	31
Analyse de discours centrée sur les revendications.....	34
Analyse fondée sur les droits de l'enfant.....	37
1.1.1 Les « 3P ».....	38
1.1.2 L'accent sur l'équité et l'égalité.....	38
1.1.3 Les principes généraux	40
1.1.4 Les droits participatifs	41
1.1.5 Le droit à l'éducation.....	42
1.1.6 Le droit à un avenir ?.....	42
Grilles de lecture	45
1.1.7 Les écoles de pensée en droits de l'enfant	45
1.1.8 Le système de l'acteur.....	51
DISCUSSION.....	54
CONCLUSION.....	59
BIBLIOGRAPHIE.....	62
ANNEXES.....	72

INTRODUCTION

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (ci-après la Convention ou la CDE), adoptée après un long processus le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies et ratifiée quasi universellement, est « un texte hors norme de par sa portée dans l'espace et de par l'enthousiasme spontané qu'elle a suscité » (Zermatten & Stoecklin, 2009, p.7). Ce texte réaffirme « children as full members of the human family » (Hanson, 2012, p.71), renforce leurs droits humains en reconnaissant leurs capacités de développement tout comme leurs vulnérabilités et rajoute des droits spécialement adressés aux enfants (ibid.).

En réaffirmant, renforçant et rajoutant ainsi des droits pour les enfants (à savoir les personnes de moins de 18 ans), l'enfant devient alors acteur.ice et sujet de droits dépassant la vision prédominante de l'enfant objet de droits. Considérer l'enfant de par son statut juridique apporte un changement complet dans les relations qu'entretiennent les enfants et les adultes et amène ainsi, dès 1989, une « nouvelle dynamique démocratique » révolutionnaire dans le champ des droits humains (Zermatten & Stoecklin, 2009, pp. 9-10). Cette Convention est donc bien plus qu'un instrument juridique en inaugurant un « nouveau contrat social » (ibid., p.10), et ce, plus particulièrement par l'instauration de droits dits participatifs. En effet, « parmi toutes ces dispositions qui fondent l'expression nouvelle de l'enfant, sujet de droits, (...), il y en a une qui focalise l'attention et qui symbolise ce nouveau paradigme : l'enfant peut influencer le cours des choses, peut s'exprimer et peut participer à la vie de la société » (ibid., p.9).

Cette vision émancipatrice de l'enfance est notamment portée par l'article 12 de la CDE concernant le droit d'exprimer son opinion et d'être entendu.e. Dès lors, de nombreux acteurs et actrices du champ des droits de l'enfant ont développé et développent des concepts théoriques et pratiques considérables sur la participation. Le Conseil de l'Europe (COE) définit la participation, dans le cadre de sa Recommandation sur la participation des enfants et des jeunes de moins de 18 ans (2012), comme étant « le fait, pour des particuliers et groupes de particuliers, d'avoir le droit, les moyens, la place, la possibilité et, si nécessaire, le soutien d'exprimer librement leurs opinions, d'être entendus et de contribuer aux prises de décision sur les affaires les concernant, leurs opinions étant dûment prises en considération eu égard à leur âge et à leur degré de maturité ». La participation des enfants et des jeunes

peut s'exercer à différents niveaux, ainsi que dans divers cadres, domaines et contextes (Zermatten & Stoecklin, 2009). Ils et elles peuvent en effet participer à titre individuel lorsqu'une décision les concerne ou en tant que « membres du corps social », et ce, de manière collective (ibid., p.9).

Cette vision de l'enfant acteur.rice et sujet de droits pouvant participer a été réaffirmée et reconnue lors de l'entrée en vigueur, en 2014, du troisième Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications (OPIC) permettant ainsi aux enfants et jeunes de porter plainte auprès du Comité des droits de l'enfant (CRC), instance internationale, contre les violations de leurs droits. « The establishment of this new international legal procedure is (...) reminiscent of the importance of recognizing children's conceptual autonomy » (Hanson, 2015, p.427), marquant ainsi un progrès conceptuel important dans la reconnaissance des enfants en tant que titulaires et sujets de droits, ainsi qu'êtres humains autonomes (ibid.).

Cette « nouvelle dynamique démocratique » entourant l'adoption de la CDE sera l'objet de ce présent travail. L'ensemble de cette recherche portera en effet sur la participation collective des enfants et des jeunes lors des mobilisations pour le climat, qui ont débuté dans le courant de l'année 2018, à travers les prises de parole individuelles de jeunes activistes sur la scène internationale. Cet objet de recherche est motivé par l'attention croissante accordée à ces mobilisations inattendues et exceptionnelles, portées par des jeunes, face à une problématique mondiale et l'envie, par conséquent, d'appréhender ce phénomène récent à la lumière des droits de l'enfant. Pour ce faire, avant d'aborder la problématisation de notre objet de recherche et ses orientations spécifiques, passons en revue des éléments importants – de la participation internationale des enfants et des jeunes au cadre législatif et institutionnel sur le droit des enfants à un environnement – permettant ainsi de contextualiser au mieux ce sujet.

CADRE THÉORIQUE

La participation sur la scène internationale

Depuis quelques années, nombre de jeunes ont investi la scène internationale et pris la parole pour différentes causes. La figure la plus emblématique reste à ce jour Malala Yousafzai, jeune Pakistanaise née en 1997, militante pour le droit à l'éducation

et plus particulièrement pour garantir l'accès des jeunes filles du monde entier à l'éducation. Malala Yousafzai est largement intervenue sur la scène internationale et a reçu de nombreuses distinctions et prix pour ses actions. Elle a notamment obtenu, en 2014, le prix Nobel de la Paix devenant ainsi la plus jeune lauréate de l'histoire de cette distinction à seulement 17 ans¹. Des participations plus collectives ont également pris place lors d'événements internationaux, notamment sur la question du travail des enfants. Un grand nombre de jeunes ont alors pris part au Forum international des mouvements des enfants travailleur.euses en 2017 à La Paz, en Bolivie, militant pour une reconnaissance de leur droit au travail².

Il en va de même pour la question climatique où dès 1992 – lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, plus connue sous le nom de Sommet de la Terre de Rio de Janeiro – Severn Cullis-Suzuki, Canadienne âgée de 12 ans à l'époque, prononça un discours afin d'agir contre le changement climatique. Ovationnée par les participant.es, elle donnera par la suite une série de conférences à travers le monde sur toutes les questions liées de près à l'environnement³. 26 ans plus tard, c'est une jeune Suédoise, Greta Thunberg, qui deviendra une figure emblématique du mouvement climatique actuel. En effet, le 20 août 2018, Greta Thunberg proteste pour la première fois devant le Parlement suédois, sur des heures scolaires, en faveur de meilleures politiques climatiques. Elle initiera un mouvement d'une ampleur mondiale mobilisant les jeunes du monde entier afin de faire grève pour le climat. Sur des heures consacrées à l'école, des écolier.ères et étudiant.es descendent dans la rue, les vendredis, pour revendiquer des actions politiques contre le changement climatique. De là, est créé le mouvement *Fridays for Future*, plus communément répandu sous le nom de *Grève scolaire pour le climat* dans le milieu francophone. Ce mouvement prendra diverses formes selon les régions, tel que *Youth for Climate* très présent en Belgique. Début 2019, ces grèves feront les gros titres de la presse internationale mettant alors en première ligne la question climatique au sein des débats publics.

¹ Voir notamment l'article « Malala Yousafzai reçoit en mains propres le prix Nobel de la paix » paru dans *Le Monde* le 10 décembre 2014 (https://www.lemonde.fr/prix-nobel/article/2014/12/10/malala-yousafzai-recoit-en-mains-propres-le-prix-nobel-de-la-paix_4537997_1772031.html)

² Voir à ce sujet le site <http://www.belgicannats.org/author/nnatsbelgica/page/2/>

³ Voir notamment au sujet de Severn Cullis-Suzuki l'article « Severn Cullis-Suzuki, l'adolescente qui alertait sur le dérèglement climatique dès 1992 » paru sur le site *Les Inrockuptibles* le 24 septembre 2019 (<https://www.lesinrocks.com/2019/09/24/actualite/societe/severn-cullis-suzuki-ladolescente-qui-alertait-sur-le-dereglement-climatique-des-1992/>)

Les grèves scolaires pour le climat, un nouveau mouvement social

Ces grèves scolaires pour le climat peuvent être reconnues en tant que « mouvement social ». En effet, selon les travaux d'Érik Neveu, les mouvements sociaux auraient « plusieurs dimensions, reposant notamment sur l'intentionnalité collective et la logique de revendication » (Louli, 2015, p.1). Neveu met en avant la notion d'« action collective » qui est définie par « un agir-ensemble intentionnel marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause » (Neveu, 2019, p.9). Les mouvements sociaux recèlent donc une composante politique, notamment « dans le rapport qu'ils entretiennent aux autorités et aux politiques publiques » (Louli, 2015, p.1). Ainsi, pour définir un « mouvement social » celui-ci doit contenir une mobilisation autour d'un enjeu social, autrement dit une action collective et concertée en faveur d'une cause, ainsi qu'une composante politique, c'est-à-dire une action « contre » un.e adversaire défini.e (Louli, 2015 ; Neveu, 2019). Les grèves scolaires pour le climat rejoignent ces critères. Il s'agit d'une action collective en faveur de la cause climatique menée contre l'(in)action des politicien.nes et dirigeant.es de grandes entreprises.

Depuis quelques années, Neveu (2019) soulève l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » comme le féminisme, l'écologisme ou le consumérisme. « Ces *nouveaux mouvements sociaux* seraient en rupture avec les anciens [tels que les mouvements ouvriers] au niveau des formes d'organisation, de valeurs et revendications, du rapport au politique (à l'État), et au niveau de *l'identité de leurs acteurs* » (Louli, 2015, p.2). En effet, comme le souligne Neveu (2019), leurs organisations et formes de protestation sont peu institutionnalisées, laissant place à beaucoup d'inventivité. Les revendications sont, quant à elles, plus symboliques, mais non négociables. Elles comportent une « dimension expressive, d'affirmation de styles de vie ou d'identités » (p.59). Le rapport à l'État est plutôt réfractaire. Les acteurs et actrices impliqués dans ces mobilisations se définissent avec d'autres principes identitaires que l'identité de classe sociale et économique mobilisée lors des mouvements ouvriers. De par leurs formes d'organisation et les dimensions qu'elles comportent, les grèves pour le climat peuvent être ainsi qualifiées de « nouveaux mouvements sociaux ».

Un mouvement écologiste ?

Selon les travaux de Giddens, « la modernité [en rupture avec la société traditionnelle] implique quatre ensembles d'institutions : le capitalisme, la production industrielle, la surveillance et la puissance militaire » (Nizet, 2007, p.50). Ces quatre dimensions de la modernité « entretiennent des liens étroits les unes avec les autres » et « constituent autant de systèmes de domination qui suscitent des contre-pouvoirs, qui prennent la forme de mouvements sociaux » (ibid., p.50). Giddens suggère alors quatre types de mouvements sociaux ayant « respectivement comme arène privilégiée chacune des quatre composantes institutionnelles de la modernité » (ibid., p.61) : soit les mouvements ouvriers en réponse au capitalisme ; les mouvements écologistes face à l'industrialisme ; les mouvements démocratiques qui répondent à une surveillance de plus en plus accrue et les mouvements pacifiques face à la puissance militaire. C'est ainsi que les grèves scolaires pour le climat peuvent être identifiées comme « mouvements écologistes » se focalisant principalement sur la dimension de l'industrialisme en tant qu'« arène privilégiée ». En effet, « les dimensions institutionnelles de la modernité interagissent les unes avec les autres. Il est donc logique que les mouvements sociaux traversent eux aussi les frontières des institutions (...) » (ibid., p.62), comme nous le verrons à travers les prises de position de différentes activistes pour le climat qui soulèvent et critiquent régulièrement notre société fondée sur le capitalisme.

Les droits de l'enfant, un nouveau mouvement social ?

Le mouvement des droits de l'enfant, initié bien avant l'adoption de la CDE, peut se présenter comme un « mouvement social » (Tisdall, 2008). En effet, « children's rights can be described as a *new social movement* or a *civil rights movement* (...) » (ibid., p.427). Cependant, les contours de ce « mouvement social » des droits de l'enfant semblent plus ambigus. Contrairement aux grèves scolaires pour le climat décrites précédemment, le mouvement autour des droits de l'enfant n'est pas un mouvement uniforme, « although everyone seems to agree about the importance of children's rights, a true consensus on the meaning and content of the concept is often far away » (Hanson, 2012, p.65). L'agir-ensemble intentionnel dans une logique de revendication est éparpillé entre les différents acteurs et actrices du champ des droits de l'enfant qui ont chacun et chacune différentes raisons de mobiliser cette cause. En effet, « the expansion of the children's rights field and of its number of supporters also gave rise to

a proliferation of views on the meaning and content of children's rights » (ibid., p.65). L'action n'est non plus adressée à un.e adversaire spécifique et unique. De ce fait, un mouvement social concernant spécifiquement l'enfance et les droits de l'enfant serait très difficile à délimiter et à définir en tant que tel. En revanche, cela n'empêche pas que l'enfance puisse être bénéficiaire et actrice de différents mouvements sociaux comprenant, quant à eux, une action collective intentionnelle et une logique de revendication définie, comme il sera l'objet de ce présent travail avec les mobilisations pour le climat. Nous considérons alors, dans le cadre de cette recherche, le mouvement pour les droits de l'enfant comme une « révolution » ou un « projet » – termes mobilisés par Michele Poretti dans sa thèse *La fabrique des droits de l'enfant. Les paradoxes d'une révolution contemporaine* (2018) – menant à « une nouvelle culture des droits de l'enfant »⁴ (Liwski, 2008, p.69), et non comme un « mouvement social ». Cette distinction entre les grèves scolaires pour le climat en tant que « nouveau mouvement social » et le « projet » des droits de l'enfant sera alors reprise lors de la problématisation de notre objet de recherche.

Droits de l'enfant et changements climatiques

Les mobilisations pour le climat prennent de plus en plus d'ampleur face à l'inquiétude grandissante due au changement climatique et ses conséquences sur l'environnement. Ces dernières ne s'arrêtent pas à la nature elle-même et affectent directement nos droits les plus fondamentaux, nos droits humains. Les lignes ci-dessous ont pour sujet l'impact du changement climatique sur l'exercice des droits humains et plus spécifiquement des droits de l'enfant, comme convenus dans la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989.

En effet, de par leur métabolisme, leur physiologie et leurs besoins de développement particuliers, les enfants sont plus vulnérables et plus fortement touché.es par les effets du changement climatique (HCDH, 2017, p.3 ; voir aussi Ebi & Paulson, 2007). Comme le démontre l'étude analytique sur la relation entre les changements climatiques et le plein exercice effectif des droits de l'enfant du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH, 2017), les effets du changement climatique, tels que « les changements de température, de la qualité de l'air et de l'eau, ainsi que les

⁴ Traduction française de « a new culture of child rights » (Liwski, 2008, p.69).

changements alimentaires, peuvent avoir des effets plus graves et plus durables sur la santé, le développement et le bien-être des enfants. Les jeunes enfants, du fait de leur constitution inachevée et de leur système immunitaire moins développé, subissent plus lourdement les perturbations liées aux changements climatiques » (p.3). Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en 2015, « 5,9 millions d'enfants de moins de cinq ans sont décédés » (2017, p.1). Les principales causes de cette mortalité infantile sont majoritairement : les infections des voies respiratoires, les maladies diarrhéiques, le paludisme ou autres maladies infectieuses et sont, du moins en partie, causées par l'environnement (ibid., p.2). En 2012, l'organisation estime que « 25% de la charge totale de morbidité des enfants de moins de cinq ans pourraient être évités par la réduction des risques environnementaux tels que la pollution de l'air, l'insalubrité de l'eau, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement ou les produits chimiques » (ibid., p.1). Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), acteur important dans le champ des droits de l'enfant, « there may be no greater, growing threat facing the world's children – and their children – than climate change » (2015, p.6).

La menace climatique et ses effets qui pèsent sur la vie de millions d'enfants à travers le monde sont notamment causés « par les chaleurs extrêmes et les catastrophes naturelles, par le manque d'eau et l'insécurité alimentaire, par la pollution de l'air et les maladies à transmission vectorielles, et par les traumatismes psychologiques qui en résultent » (HCDH, 2017, p.4). Ces éléments, exposés dans le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (2017), vont être repris ci-dessous et vont permettre de démontrer le lien étroit entre l'exercice effectif des droits de l'enfant et le changement climatique. Ce dernier peut affecter la population, et donc les enfants, de manière directe et indirecte (Ebi & Paulson, 2007 ; Shea, 2007).

Directly, extreme weather events (such as floods, droughts, and windstorms) and heat events annually affect millions of people (...). Indirectly, climate can affect health through changes in the geographic range and intensity of transmission of vector-, tick-, and rodent-borne diseases and food- and waterborne diseases and through changes in the prevalence of diseases associated with air pollutants and aero-allergens (Ebi & Paulson, 2007, p.217).

Les chaleurs extrêmes et les catastrophes naturelles

« There is a clear scientific consensus that climate change will increase the frequency of droughts, floods and severe weather events » (UNICEF, 2015, p.8). Nous assistons même déjà, et ce, de manière de plus en plus fréquente à des phénomènes de chaleurs extrêmes et de catastrophes naturelles, exposant ainsi les populations les plus vulnérables. « Some of the most dense child population areas in the world are likely to suffer significantly from flooding, drought and water and heat stress. These include parts of South Asia, particularly coastal South Asia and south of the Himalayas; the Mekong Delta; the Nile river basin; the Pacific Islands and other Small Island Developing States (SIDS) across the world; Equatorial Africa; and the Pacific coast of Latin America » (ibid., p.10). Ces situations, comme le démontre le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable (ci-après le Rapporteur spécial), entraînent au-delà des dangers immédiats de mort et de blessure une « cascade de préjudices », en « compromettant l'approvisionnement en eau potable, en endommageant les installations sanitaires et en détruisant les logements » (HCDH, 2018, p.8). Ces phénomènes météorologiques extrêmes peuvent provoquer des déplacements massifs de population, exposant ainsi les plus vulnérables, comme les enfants, aux abus, au travail et à la traite (ibid., voir UNICEF, 2015). En 2015, l'UNICEF estimait à un demi-milliard d'enfants vivant dans des zones où les inondations sont très fréquentes et près de 160 millions vivant dans des zones de sécheresse sévère.

Le manque d'eau et l'insécurité alimentaire

Les chaleurs extrêmes et les catastrophes naturelles ont un impact sur l'accès à l'eau et aux moyens de subsistance. « Le manque d'eau potable et de produits alimentaires de base aura des effets disproportionnés sur les enfants » (HCDH, 2017, p.5), et particulièrement sur les enfants des communautés les plus pauvres engendrant ainsi des « risques supplémentaires tels que l'augmentation des cas d'abandon scolaire, de travail des enfants et de violence domestique » (ibid., p.5). Ces effets auront un impact non négligeable sur la santé des enfants. Comme le soulève le Rapporteur spécial (2018), « l'OMS estime que d'ici à 2030, les effets des changements climatiques sur la nutrition, provoqueront un retard de croissance modéré ou grave chez 7,5 millions d'enfants » (p.8 ; voir OMS, 2014). En 2050, ce chiffre devrait, selon les

estimations de l'organisation, dépasser les 10 millions d'enfants atteints (OMS, 2014). L'OMS ajoute que près de 100 000 décès supplémentaires seront entraînés par les effets du changement climatique sur l'alimentation des enfants en 2030 (ibid.).

La pollution de l'air

Selon des études scientifiques, « 300 million children live in areas with extremely toxic levels of air pollution. Approximately 2 billion children live in areas where pollution levels exceed the minimum air quality standards set by the World Health Organization » (UNICEF, 2016, p.6). Comme le rapporte le Rapporteur spécial (2018), les enfants, de par leur système immunitaire encore en développement, « risquent plus que les adultes de contracter des infections respiratoires et sont moins à même de les combattre » (p.6, voir UNICEF, 2016). Il soulève également, en se basant sur des rapports de l'UNICEF et de l'OMS, que « les enfants qui survivent à une exposition précoce à la pollution de l'air [et ce, avant même la naissance] peuvent encore en subir les conséquences tout au long de leur vie : leur développement physique et cognitif peut être perturbé et leur risque de développer un cancer du poumon, de l'asthme, d'autres maladies respiratoires et des pathologies cardiovasculaires peut être accru » (HCDH, 2018, p.6).

Les maladies à transmission vectorielle et infectieuses

« Les changements climatiques contribuent à l'augmentation des vecteurs de maladies de plusieurs manières » (HCDH, 2016, p.7). Les catastrophes naturelles, telles que les inondations et les tempêtes, endommagent les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement déclenchant ainsi des maladies d'origine hydrique (HCDH, 2016, 2017), augmentant le nombre de cas de diarrhée et de choléra parmi d'autres maladies (HCDH, 2017). Les maladies à transmission vectorielle saisonnières et géographiques s'intensifieront également par les changements climatiques (ibid.). « There is the risk of reintroduction of malaria to areas where the disease has been eradicated » (UNICEF, 2015, p.48). Finalement, « des liens ont été établis entre les changements climatiques et d'autres épidémies affectant les enfants, telles que la dengue, le virus Zika, la leptospirose, les infections virales, la méningite, la varicelle, l'hépatite, la leishmaniose et la coqueluche » (HCDH, 2017, p.6, voir HCDH, 2016).

Les traumatismes psychologiques

Enfin, le changement climatique et ses conséquences, comme la guerre, l'insécurité, les abus sexuels, la violence physique ou le fait d'en être témoin, ont également des incidences sur la santé mentale des enfants (HCDH, 2017). « Les enfants dont les familles ont été touchées par les conséquences des changements climatiques peuvent être exposés à un risque accru de violence, de violences physiques, de travail des enfants, de traite et d'exploitation » (ibid., p.7), impactant ainsi leur bien-être. Pour l'OMS (2018), il est essentiel de prévenir les traumatismes découlant des catastrophes naturelles, et ce, en instaurant des mesures permettant de s'adapter au changement climatique et d'en limiter ses effets.

Diminution de la diversité biologique et produits et substances toxiques

Outre ces nombreux impacts directs et indirects, le Rapporteur spécial (2018) soulève également l'impact des produits chimiques et des substances toxiques, mais aussi des déchets sur l'exercice des droits de l'enfant. L'OMS alerte notamment au sujet des pesticides. Ces derniers « représentent des menaces environnementales qui soulèvent de plus en plus de préoccupations en raison de leurs liens avec des maladies chroniques chez les enfants » (OMS, 2018, p.67). Leurs recherches montrent qu'une exposition prolongée à des substances toxiques peut induire des malformations congénitales, de l'asthme, des cancers ou encore des troubles neurologiques (ibid.). Le Rapporteur spécial (2018) met également en avant les conséquences négatives de la diminution de la diversité biologique et de l'accès à la nature pour nombre d'enfants, dont à la fois les enfants autochtones comme les enfants des milieux urbains. L'étude analytique sur la relation entre les changements climatiques et le plein exercice effectif des droits de l'enfant (2017) soulève les répercussions – sur l'éducation des enfants, leur identité culturelle et leur accès aux systèmes d'aide sociale – des déplacements et de l'éloignement des terres et territoires traditionnels, mais aussi de la communauté et des membres de la famille (p.7).

Vulnérabilité de certains groupes d'enfants

Les différentes études et rapports mentionnés soulèvent toutes et tous les répercussions importantes que peuvent avoir les changements climatiques sur les enfants en situation de vulnérabilité. « People who are socially, economically, culturally, politically, institutionally, or otherwise marginalized in society are especially vulnerable

to climate change and also to some adaptation and mitigation responses » (Field & al., 2014, p.50). Effectivement, les effets du changement climatique toucheront de manière plus disproportionnée les filles, les enfants autochtones et issu.es des minorités, les enfants en situation de handicap, les enfants en déplacement et les enfants migrant.es, ainsi que tou.tes les autres enfants se trouvant en situation de vulnérabilité, notamment les enfants vivant dans les pays en développement (HCDH, 2017). Les enfants issu.es de familles à faible revenu seront également touché.es de manière importante (HCDH, 2018). L'étude analytique sur la relation entre les changements climatiques et le plein exercice effectif des droits de l'enfant (2017) met en évidence l'exacerbation des inégalités socioéconomiques, l'accentuation de la pauvreté ainsi que les contrepoids aux progrès réalisés dans le champ des droits de l'enfant. Le Rapporteur spécial (2018) illustre alors ce dernier par le mariage des enfants : « l'insécurité alimentaire causée par les changements climatiques entraîne d'ores et déjà une augmentation du nombre de mariages de petites filles, poussées à se marier par leur famille qui souhaite ainsi réduire la charge qui pèse sur elles » (p.8-9).

Impacts sur l'exercice effectif des droits de l'enfant

Ainsi, comme le démontrent ces différentes études et rapports, le changement climatique a un réel impact direct et indirect sur l'exercice effectif des droits de l'enfant. Les effets des dommages environnementaux font effectivement obstacle à la jouissance par les enfants de leurs droits humains, notamment au droit à la vie (art. 6 CDE), au droit à la santé (art. 24 CDE) et au développement (art. 6 CDE), au droit à un niveau de vie suffisant (art. 27 CDE) et au droit au jeu et aux activités récréatives (art. 31 CDE) (HCDH, 2018). Ceci n'étant pas restrictif, « the effects of environmental degradation can go far beyond the direct impact on a child's health and standard of living » (CRC, 2016, p.5) et compromettent ainsi la pleine jouissance de tous les droits de l'enfant contenus dans la Convention. En effet, « there is not a single right whose enjoyment is not directly and indirectly affected by global warming » (Sanz Caballero, 2012, p.42). Le changement climatique – comme le souligne Susana Sanz Caballero (2012), professeure titulaire en droit international public à Valence, en Espagne – « has the bitter effect of demonstrating that all human rights are indivisible, interdependent and interrelated because it interferes with all internationally recognized human rights. Likewise, the deprivation of one right adversely affects the others » (p.43).

De manière illustrative, voici quelques-uns des droits de l'enfant reconnus dans la Convention relative aux droits de l'enfant et affectés par le changement climatique (Sanz Caballero, 2012) :

- les droits qui répondent aux besoins fondamentaux, tels que l'art. 6 sur le droit à la vie, à la survie et au développement, l'art. 24 sur le droit à la santé qui protège « the rights to water and the right to food as essential measures to combat disease and malnutrition » (p.45) et l'art. 27 sur le droit à un niveau de vie adéquat qui comprend le droit à un logement convenable ;
- les droits spécifiquement accordés aux enfants, comme le droit à l'éducation et ses objectifs stipulés aux art. 28 et 29 de la Convention ainsi que le droit aux loisirs et activités culturelles (art. 31), trois droits impactés de diverses manières⁵ ;
- les droits participatifs et d'autonomisation (*empowerment*), tels que l'art. 17 sur le droit à l'information qui reconnaît « the important function performed by the mass media and ensures that the child has access to information, especially aimed at the promotion of his or her well-being and health » (p.51), ainsi que l'art. 12 sur le droit d'exprimer son opinion et d'être entendu.e. L'autrice souligne à ce sujet : « Children have the right to participate, according to their maturity, in climate change talks, programs and decisions. They are the next generation (...) » (p.52) ;
- les droits civils et politiques, tels que le droit à la nationalité, à être enregistré.e dès sa naissance et de préserver son identité aux art. 7 et 8 et le droit à la vie privée et familiale (art. 16). Comme le souligne l'autrice, « unexpected climate disasters can have the effect of separating children from their parents. Many children may become orphans or lose any trace of their parents forever. In these situations, birth registration is critical to ensuring children's rights » (p.53) ;
- finalement, l'autrice soulève les risques touchant directement le droit à la paix (Préambule de nombreux textes internationaux) « as mass environmental displacement, loss of livelihoods, rising hunger and water shortages have the potential to unleash security threats » (p.55).

Sur ce dernier élément, soulevons un point abordé par le Rapporteur spécial (2018) : le changement climatique n'empêche « pas seulement les enfants de jouir de leurs

⁵ À titre d'exemple, les enfants sont amené.es à travailler afin d'améliorer le quotidien de leur famille impactée par les changements climatiques. Les enfants et jeunes peuvent également tombé.es dans des réseaux d'exploitation sexuelle. Enfin, la destruction des infrastructures publiques (tels que les parcs, les jardins et les écoles) affectent directement le droit à l'éducation et aux loisirs et activités culturelles des enfants (Sanz Caballero, 2012).

droits aujourd'hui ; en compromettant leur développement normal, les dommages environnements privent ces enfants de la possibilité de jouir de leurs droits à l'avenir [droits non stipulés explicitement dans la CDE], souvent pendant toute leur vie » (p.11). Ce point mérite d'être soulevé, car les questions liées à l'avenir des générations présentes et à venir seront un élément important de la suite de cette recherche et reviendront à plusieurs reprises.

Cadre juridique et institutionnel sur le droit à un environnement

Most of the core human rights treaties were concluded before mankind had a clear idea of what climate change was about. Therefore, these international hard law tools do not mention or address the question of human rights abuses provoked by climate change. The Convention on the Rights of the Child is probably the first universal treaty to include several references to the environment (Sanz Caballero, 2012, p.43).

Bien qu'il n'y ait pas de droit à l'environnement stipulé dans la Convention relative aux droits de l'enfant, la CDE fait référence à l'environnement de manière indirecte à travers certains de ses articles, obligeant ainsi les États parties à prendre des mesures pour protéger l'environnement (CRC, 2016). Deux références explicites sont stipulées aux art. 24 et 29 de la Convention :

- l'art. 24 al. 2 par. c) sur le droit à la santé et aux services médicaux stipule que « les États parties s'efforcent d'assurer la réalisation intégrale du droit susmentionné et, en particulier, prennent les mesures appropriées pour lutter contre la maladie et la malnutrition, y compris dans le cadre des soins de santé primaires, grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel ». Une référence à la « salubrité de l'environnement » est également stipulée partie e) de ce même article ;
- l'art. 29 sur les objectifs de l'éducation al. 1 par. e) qui stipule que « les États parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel ».

D'autres références plus implicites peuvent s'y ajouter comme l'art. 6 al. 2 sur le droit à la vie, à la survie et au développement qui stipule que « les États parties assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant ». En effet,

comme l'exprime Paola Riva Gapany lors du 16^e séminaire de l'Institut international des droits de l'enfant (IDE) : « l'enfant a le droit à la vie, survie et développement, donc le droit à un environnement favorable » (2012, p.8). Nous pouvons également mentionner l'art. 27 sur le droit à un niveau de vie adéquat qui stipule à son alinéa 1 que « les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social » (Kirchschlaeger, 2012). Le Comité des droits de l'enfant (2016) y voit d'autres références implicites – mentionnées dans son rapport relatant sa Journée de débat général 2016 sur les droits de l'enfant et l'environnement – incluant notamment les quatre principes généraux (art. 2 sur la non-discrimination, art. 3 sur l'intérêt supérieur de l'enfant, art. 6 sur le droit à la vie, survie et développement et l'art. 12 sur le droit d'être entendu.e), tout comme l'art. 8 sur le droit à l'identité, les art. 13 et 17 sur la liberté d'expression et le droit à l'information, l'art. 19 protégeant les enfants contre les mauvais traitements, art. 28 sur le droit à l'éducation, 31 sur le droit aux loisirs et activités culturelles, ainsi que 32 protégeant le travail des enfants. Le Comité ajoute : « These articles provide an important leverage to clarify States' obligations and place the Committee in a strategic position to hold States to account » (2016, p.7).

Cadre juridique

Outre la Convention, « la communauté internationale est depuis longtemps consciente que les dommages environnementaux font obstacle à la pleine jouissance des droits de l'enfant » (HCDH, 2018, p.4). « Le cadre des actions menées et à mener s'appuie sur un arsenal juridique ciblé » (Riva Gapany, 2012, p.8), qui peut être mobilisé lors de jurisprudences et dont voici les principales sources :

- la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, plus connue sous le nom de Déclaration de Stockholm (1972) ;
- la Déclaration sur le droit au développement (1986) ;
- la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant (1990) ;
- la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992), dont découlera l'Accord de Paris (2015) ;
- la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992) ;

- la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à une justice en matière d'environnement (1998) ;
- la Déclaration du millénaire des Nations Unies suivie des Objectifs du millénaire pour le développement (2000) ;
- ou encore les Principes cadres relatifs aux droits de l'homme et à l'environnement (2018).

Dans le cadre de cette recherche, nous nous focaliserons sur deux de ces documents : les Principes cadres relatifs aux droits de l'homme et à l'environnement (2018), à un niveau déclaratif, et l'Accord de Paris (2015) qui a la particularité d'être un texte contraignant.

Les Principes cadres relatifs aux droits de l'homme et à l'environnement (2018), présentés à la 37^e session du Conseil des droits de l'homme, précisent, quant à eux, les principales obligations incombées aux États en matière de droits humains liées à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable. Ces obligations, comme le soulève le Rapporteur spécial (2018), « s'appliquent avec une force particulière aux droits des enfants, qui sont exposés aux dommages environnementaux, et, souvent ne peuvent protéger leurs propres droits » (p.12). Parmi ces obligations, trois méritent d'être soulevées : l'obligation des États de pourvoir à l'éducation et à la sensibilisation du public aux questions environnementales (*principe-cadre 6*), permettant ainsi aux enfants « de mieux comprendre les liens étroits qui existent entre l'homme et la nature, les [aidant] à apprécier le milieu naturel et à en profiter, et [renforçant] leur capacité à relever les défis environnementaux » (p.8). Mais aussi, l'obligation incombée aux États d'établir et d'appliquer des normes environnementales de fond qui ne soient ni discriminatoires ni régressives (*principe-cadre 11*), devant être ainsi conformes à toutes les obligations pertinentes en matière de droits humains. L'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3 CDE) doit alors être une considération primordiale dans toutes les décisions qui concernent les enfants. Le Rapporteur spécial (2018) ajoute à ce sujet : « pour que l'intérêt supérieur de l'enfant soit une considération primordiale dans l'élaboration et l'exécution des politiques et projets susceptibles d'avoir une incidence sur les enfants, les États devraient réaliser une *étude d'impact sur les droits de l'enfant*, qui consisterait à apprécier les effets des mesures envisagées sur les enfants et permettrait de recommander des améliorations et des mesures de substitution » (p.14), remplissant

alors conjointement les objectifs du *principe-cadre 8*⁶. Cette obligation de non-discrimination est à nouveau soulevée au *principe-cadre 14* demandant aux États de prendre des mesures supplémentaires pour protéger les droits des personnes les plus vulnérables face aux dommages environnementaux, par conséquent les enfants.

L'Accord de Paris (2015), quant à lui, est le texte phare dans la protection de l'environnement. Il est le premier accord sur le climat et le réchauffement climatique qui se veut juridiquement contraignant pour les États parties. Il découle des négociations qui ont eu lieu lors de la 21^e Conférence des Parties (COP21) réunissant les États signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui elle a été adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. C'est donc le résultat d'un long engagement des Nations Unies envers la protection de l'environnement. L'Accord de Paris accorde une place aux droits de l'enfant dans son Préambule :

[Les Parties] Conscientes que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité toute entière et que, lorsqu'elles prennent des mesures face à ces changements, les Parties devraient respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'Homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations.

Cette mention est donc importante, car l'Accord de Paris étant juridiquement contraignant, ce texte peut être mobilisé lors de violations des droits de l'enfant en lien avec des dommages environnementaux. À ce sujet, quelques États – tels que la Bolivie, le El Salvador, le Mexique et le Paraguay – ont pris des mesures innovantes afin de reconnaître et protéger les droits des enfants de vivre dans un environnement sain (HCDH, 2018). Ces pays « ont adopté des lois qui reconnaissent le droit des enfants à un environnement sain, écologique et durable » (ibid., p.4). Juridiquement contraignantes, elles peuvent être mobilisées lors de violations.

⁶ Le *principe-cadre 8* exigent des États « une évaluation préalable des effets que pourraient avoir sur l'environnement les projets et mesures envisagés, notamment de leurs effets potentiels sur la jouissance des droits de l'homme » (Principes cadres relatifs aux droits de l'homme et à l'environnement, 2018, p.10).

Cadre institutionnel

Pendant longtemps, les hautes instances ont perçu les conséquences du changement climatique comme un problème environnemental, et non sous l'angle des droits humains (Goodmann, 2012). Depuis quelques années, de plus en plus d'organismes internationaux ont commencé à attirer l'attention, que ce soit par des rapports ou par la mise en œuvre de journées de sensibilisation, sur les effets du changement climatique et son impact sur l'exercice des droits humains. Certains organismes ont commencé à examiner plus en détail les effets des dommages environnementaux sur le quotidien des enfants afin de préciser la relation étroite entre environnement et droits de l'enfant (HCDH, 2018)⁷. « These initiatives offer great opportunities to develop the understanding of this relationship and create momentum across the UN human rights system » (CRC, 2016, p.6). Cet élan a débuté dans les années 90 où quelques programmes ont été adoptés, tels que le Programme d'action de Vienne (1993) et le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (1995), puis en 2015, le Programme d'action d'Addis-Abeba. Ces documents sont des sources importantes qui peuvent appuyer des revendications en faveur de meilleures politiques climatiques. Le Conseil de l'Europe regorge également de nombreuses recommandations en matière de politiques liées à l'enfance et la jeunesse.

La plus grande contribution au niveau institutionnel reste les rapports et expertises fournies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, en anglais *Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC*). Créé en 1988, le GIEC dépend de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement et vise à fournir des indications claires quant aux risques liés aux changements climatiques. Le GIEC ne mentionne pas explicitement les droits de l'enfant dans ses rapports, mais soulève évidemment à maintes reprises l'impact du changement climatique sur les enfants. Dans leur 5^e rapport d'évaluation sur le changement climatique paru en 2014, le GIEC fait plusieurs fois référence aux enfants, et surtout à leur santé (voir Smith & al., 2014). Il soulève la vulnérabilité de certains groupes de la population face aux maladies et aux blessures dues au changement climatique, telles que les populations habitant dans des zones géographiques à risque. Il met également en évidence diverses variables ayant un impact négatif sur la santé

⁷ Les organismes phares sont notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

de certaines populations, comme le statut socio-économique, l'état de santé actuel, les infrastructures de santé publique à disposition, l'âge et le genre, par conséquent les enfants et plus particulièrement les filles (voir Smith & al., 2014). Dans ce même rapport, le GIEC soulève également le lien étroit entre droits humains et sécurité humaine dans le contexte du changement climatique (voir Asger & al., 2014), permettant d'en faire une lecture à la lumière des droits de l'enfant.

Plus directement lié aux droits de l'enfant, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (CRC) a accordé une Journée de débat général à la question environnementale en 2016. Le but de ces journées étant d'apporter une meilleure compréhension du contenu de la Convention au regard d'une thématique spécifique, tel que l'environnement promu cette année-là. Lors de cette journée, le Comité a essayé de définir le terme « environnement » dans le champ des droits de l'enfant, ainsi que le contenu d'éventuels « droits environnementaux des enfants ». L'environnement des enfants touche alors autant l'environnement naturel que le lieu de vie de chaque enfant. Ce dernier devrait alors assurer un niveau de vie décent « related to shelter, play, health, etc. » (CRC, 2016, p.8). En conclusion de cette Journée de débat général, le Comité a alors élaboré des recommandations dédiées aux États parties, aux organisations internationales et de la société civile, ainsi qu'à lui-même. En effet, il devrait fournir prochainement des lignes directrices aux États parties afin d'adopter « a child-rights-based approach to environmental issues » (ibid., p.35) et envisager d'élaborer une Observation générale à ce sujet.

Finalement, ces contributions à un niveau institutionnel accordent très régulièrement une attention particulière aux générations futures. En 1987 déjà, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement mobilisait pour la première fois la terminologie du « développement durable » dans son rapport intitulé *Notre avenir à tous*. Le développement durable répond « aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (p.65). Toutefois, au niveau juridique, « le droit des droits de l'homme n'essaie pas de définir les droits des générations futures ni les obligations des États à l'égard de ces générations » (HCDH, 2018, p.20). Le rapport du Rapporteur spécial (2018) explicite cependant ce point en précisant qu'« il est possible que les politiques internationales relatives à l'environnement obéissent à une approche différente » (p.20). En effet, la frontière entre les générations présentes et à venir est floue :

Nombre de ceux qui vivront en 2100 [année où des préoccupations critiques concernant l'environnement sont estimées] ne sont pas encore nés, et, de fait, appartiennent réellement aux générations futures. Toutefois, un grand nombre de ceux qui seront en vie à ce moment-là sont déjà nés. Il est par conséquent fondamental que les discussions sur les générations futures tiennent compte des droits des enfants qui vivent déjà sur notre Terre et continuent de naître (HCDH, 2018, p.20).

À ce sujet, Gibbons (2014) souligne l'urgence d'identifier des mécanismes juridiques qui puissent garantir l'accès des générations futures à une justice climatique. « Climate policy makers must invest in long-term solutions that provide for distributive justice between generations » (ibid., p.28).

En résumé

Ces éléments de fond concernant le lien entre environnement et droits de l'enfant nous démontrent qu'il y a bien une relation étroite entre les effets directs et indirects du changement climatique et le plein exercice des droits de l'enfant. En effet, « protection of children's human rights and protection of the environment are two concepts that are inextricably linked » (Goodmann, 2012, p.24). Comme le soulève Kirchsclaeger (2012), la relation entre les droits humains et l'environnement est réciproque dans le sens que « the protection of human rights requires protection of the environment (...), and the protection of human rights constitutes protection of the environment » (p.84). Nous allons donc essayer de voir en quoi ces deux luttes peuvent se rejoindre et se compléter dans la suite de ce travail.

PROBLÉMATISATION

Le lien entre le changement climatique et l'exercice des droits humains et plus spécifiquement des droits de l'enfant étant clairement établi par la littérature académique et les différents rapports des organisations internationales, cela nous amène à vouloir évaluer la place des droits de l'enfant dans la lutte menée par les jeunes activistes contre le changement climatique. En effet, nous partons de l'hypothèse que ce « nouveau mouvement social » mené par des jeunes pour une justice climatique est révélateur d'une lutte plus large pour le « projet » des droits de l'enfant et de ce fait nous cherchons à identifier en quoi ces deux luttes peuvent se

rejoindre et se compléter. Pour ceci, nous avons choisi de nous focaliser sur les discours des acteurs et actrices prédominantes de cette lutte climatique et évaluer ainsi leurs prises de parole à la lumière d'une approche fondée sur les droits de l'enfant.

Des questions résultant de premières réflexions ont alors permis d'orienter notre analyse fondée sur les droits de l'enfant et analyser ainsi plus spécifiquement la place des droits de l'enfant au sein de la lutte climatique :

- Les acteurs et actrices prédominantes dans la lutte contre le changement climatique sont-ils des porte-paroles des droits de l'enfant ?
- Comment les droits de l'enfant apparaissent-ils au sein des discours et plus particulièrement au sein des revendications des jeunes activistes pour le climat ?

Il convient d'ajouter ici que les débats autour de la médiatisation et les potentielles instrumentalisation de ces jeunes porte-paroles ne seront pas abordés. À titre d'exemple, le rôle de Greta Thunberg a déjà été débattu « whether or not she is the initiator of the protest activities, or whether there are adults behind her pushing for civil protest » (Holmberg & Alvinus, 2020, p.83). Au contraire, l'objectif de cette recherche est de se concentrer uniquement sur la prise de parole de ces jeunes activistes et sur ce que leurs discours peuvent nous révéler en termes de droits de l'enfant.

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

La production et l'analyse de discours

Nous avons choisi de nous focaliser sur les discours des acteurs et actrices prédominantes de cette lutte climatique, car la production de discours et leurs analyses permettent d'appréhender plus amplement les réalités des acteurs et actrices sélectionnées, et surtout leur définition de la « réalité » (Poretti, 2018, 2019a se basant notamment sur les travaux de Boltanski, 2009). Sachant que les enfants et les jeunes développent « their own ways of making sense of reality » (Stoecklin & Bonvin, 2014, p.65), il devient tout à fait pertinent d'analyser leur définition de la « réalité » en lien avec la lutte contre le changement climatique.

Selon Strauss, chercheur à l'initiation de la théorie ancrée et fortement inspiré par les travaux interactionnistes de Mead, « people's perspectives shape[d] how they view objects » (Bryant & Charmaz, 2007, p.4). En effet, la réalité est toujours construite et

fabriquée (Poretti, 2018) selon une certaine vision du monde, un point de vue et des perspectives. Ainsi, la « réalité » des acteurs et actrices existe, mais à travers une vision qui leur est propre. Chaque personne apporte sa propre opinion qui est construite selon ses propres perspectives. Ainsi, une production de discours représente ce qu'est un objet – par exemple, le changement climatique ou les droits de l'enfant – pour la personne qui produit ce discours. Nous pouvons donc, à travers l'analyse de discours, construire une réflexion autour des prises de parole de jeunes activistes pour le climat à la lumière des droits de l'enfant.

Présentation du terrain de recherche

Le processus de sélection des acteurs et actrices prédominantes dans cette lutte climatique, ainsi que de leurs discours, a été relativement ciblé. En effet, nos données étant les discours prononcés à des événements internationaux et devant être disponibles sur Internet, cela restreignait le champ de sélection. Malgré que des milliers de jeunes soient impliqués dans cette lutte climatique, seul.es quelques jeunes ont la possibilité de s'exprimer à de grands événements internationaux, en anglais, et voir leurs discours repris à travers le monde entier. De plus, bien que les publications sur les réseaux sociaux recèlent de précieuses sources d'information relatives aux perspectives et réalités des jeunes activistes, nous avons choisi de ne pas étendre notre terrain de recherche à ces plateformes en ligne. En effet, les porte-paroles pour le climat se positionnent très régulièrement sur plein de sujets d'actualité à travers leurs publications (droits des femmes, droits des personnes LGBTQI+, lutte contre les discriminations raciales, etc.), nous éloignant parfois des revendications climatiques au sens strict.

Acteur.rices sélectionné.es

Le choix s'est directement porté sur les discours, bien entendu, de Greta Thunberg. Née le 3 janvier 2003 à Stockholm, en Suède, elle est l'initiatrice des grèves scolaires pour le climat à travers le monde. Le 20 août 2018, elle proteste pour la première fois devant le Parlement suédois en faveur de meilleures politiques climatiques. Elle acquiert ensuite une renommée internationale, suite à son discours prononcé le 4 décembre 2018 lors de la 24^e Conférence des parties (COP24). Dès lors, elle sera rejointe par des milliers de jeunes à travers le monde afin de revendiquer une justice

climatique. Présente au Forum économique mondial à Davos, en Suisse, au Sommet mondial des Nations Unies pour le climat à New York ou encore au Parlement Européen à Bruxelles, Greta Thunberg fait de nombreuses apparitions sur la scène internationale. Depuis 2018, elle reçoit plusieurs prix et distinctions pour ses actions en faveur du climat, dont le prix Ambassadeur de la Conscience 2019 d'Amnesty International qui la récompensait elle ainsi que le mouvement mondial *Fridays for Future*. Elle fait également la couverture de magazines prestigieux, tel que le *Time* qui la nomme personnalité de l'année 2019. Cette même année, Greta Thunberg se voit nommée dans la liste des 100 femmes les plus influentes du monde selon le magazine économique américain *Forbes*. Greta Thunberg est diagnostiquée du syndrome d'Asperger, une sensibilité – qui à la suite d'un épisode dépressif à l'âge de 11 ans – l'amène à militer pour la cause environnementale. C'est ainsi que sous son impulsion, le mouvement *Fridays for Future* se mis en place à travers le monde avec diverses déclinaisons selon les pays, comme *School Strikes 4 Climate* très présent en Australie et en Nouvelle-Zélande et *Grève du climat* en Suisse (*Klimastreik* en Suisse alémanique). Ce mouvement, qui se considère comme n'appartenant à aucun parti politique, a pris une ampleur conséquente en Belgique où le mouvement *Youth for Climate Belgium* a pris forme, fondé par Anuna De Wever et Kyra Gantois, deux jeunes flamandes et rejoint par Adélaïde Charlier pour la partie francophone⁸.

Née le 16 juin 2001, Anuna De Wever est la coordinatrice, porte-parole flamande et figure emblématique du mouvement *Youth for Climate Belgium* à l'initiation des premières grèves scolaires pour le climat en Belgique. Très jeune, Anuna De Wever a vite pris conscience de la vulnérabilité de certains groupes de personnes, dont les femmes, face au changement climatique. Féministe et se positionnant sur la plupart des sujets d'actualité liés aux droits humains, comme la migration, Anuna De Wever développe un fort engagement militant. Inspirée par Greta Thunberg et suite à un été 2018 particulièrement marqué par de grandes vagues de chaleur dans toute l'Europe, elle concrétise son engagement en co-fondant le mouvement *Youth for Climate Belgium*. Adélaïde Charlier, 19 ans, la rejoindra et deviendra la coordinatrice et porte-parole francophone du mouvement. Ayant vécu au Vietnam – pays vulnérable face aux effets du changement climatique – durant son adolescence, Adélaïde Charlier a

⁸ À noter que toutes les informations rédigées, dans le cadre de ce travail, sur Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier sont le résultat de toutes les recherches émises lors de l'élaboration de ce travail. Les sources sont multiples (articles de journaux, interviews, discours, etc.), mais permettent de rendre compte plus précisément du profil de nos trois porte-paroles sélectionnées.

pu observer directement les conséquences du dérèglement climatique. De là, débute sa prise de conscience écologique. En octobre 2019, afin de se rendre à Santiago du Chili où devait se dérouler la 25^e Conférence des parties (COP25) du 2 au 4 décembre 2019, Adélaïde Charlier, Anuna De Wever et d'autres activistes décident de traverser l'Atlantique en voilier, signe fort envers leur engagement pour le climat. Cette traversée, comme bon nombre des actions de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier, sont à la fois vues comme des actions fortes et symboliques de la lutte environnementale, comme elles peuvent être à la fois les cibles de réactions violentes envers ces jeunes activistes⁹.

Conscient.es que ces trois porte-paroles ne représentent pas l'entièreté et l'hétérogénéité du mouvement *Fridays for Future* d'un point de vue socio-démographique, leurs messages peuvent quant à eux incarner les revendications dans leur globalité. En effet, à travers les discours de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier, nous pouvons renvoyer une image générale et représentative du mouvement. Cette idée est confortée par l'étude d'Arita Holmberg et Aida Alvinus (2020), deux chercheuses suédoises, analysant certaines prises de parole de Greta Thunberg. « Thunberg is unique in her effort to embody the protest of a greater climate movement that has rapidly evolved in the first decades of the 21st century. She can therefore be seen as representing children's resistance in this area » (p.83). Elles soulèvent également la validité des discours comme source empirique : « Her speeches are therefore considered a valuable source of data, particularly for an exploratory study » (p.83).

Prises de parole sélectionnées

Ainsi, les discours sélectionnés ont été prononcés lors de grands événements internationaux hautement médiatique, comme aux 24^e et 25^e Conférences des parties des Nations Unies (Thunberg, 2018b, 2019d), au Sommet mondial des Nations Unies pour le climat à New York (Thunberg, 2019c) ou encore au Forum économique mondial à Davos, en Suisse (Thunberg, 2020). D'autres discours ont été prononcés devant un public cible, tel que devant les députés du Parlement du Royaume-Uni (Thunberg, 2019a) ou devant le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres (Thunberg, 2018c). Certains discours ont été prononcés lors d'événements spécifiques,

⁹ Voir notamment l'article de la RTBF sur la campagne de dénigrement dont est victime Anuna De Wever sur les réseaux sociaux (https://www.rtbf.be/info/societe/detail_anuna-de-wever-victime-d-une-campagne-de-denigrement-sur-les-reseaux-sociaux?id=10150661)

comme les conférences TED qui ont lieu dans le monde entier. Dans ce cadre-ci, nous nous concentrerons sur deux de ces conférences qui se sont déroulées à Bruxelles et Stockholm (Charlier, 2019 ; De Wever, 2019a ; Thunberg, 2018a). Nous avons également sélectionné deux autres prises de parole, un discours prononcé lors de la remise du prix Ambassadeur de la Conscience 2019 d'Amnesty International (Thunberg, 2019b) et un débat qui a eu lieu lors du Festival du film et forum international sur les droits humains 2020 à Genève (De Wever, 2020). Finalement, un interview accordé au média en ligne Brut (De Wever, 2019b) complétera cette analyse.

Perspective critique

Suite à la présentation de notre terrain de recherche, une perspective critique mérite d'être abordée. Soulevons, tout d'abord, l'absence de porte-paroles suisse.sses au sein de cette recherche. Effectivement, le mouvement *Grève du climat* en Suisse est un mouvement plus horizontal n'ayant pas de porte-paroles officiel.les. Bien que le mouvement soit très actif et que de nombreuses mobilisations ont eu lieu dans les grandes villes suisses, aucun.e représentant.e suisse.esse n'a à l'heure actuelle prononcé un discours lors d'un événement international hautement médiatique.

Soulevons également une perspective genre au sein de notre terrain de recherche qui est composé uniquement de filles. Même si des garçons se mobilisent fortement pour la cause climatique, il s'avère que les figures emblématiques de cette lutte soient principalement des filles. Outre nos trois porte-paroles sélectionnées, les mobilisations climatiques sont également portées par Vanessa Nakate, jeune Ougandaise ; Marinel Sumook Ubaldo, engagée dans la lutte climatique aux Philippines ; Luisa Neubauer, impliquée en Allemagne ; Alexandria Villaseñor, aux États-Unis ; Xiye Bastida, membre d'une population autochtone mexicaine ou encore Catarina Lorenzo, Brésilienne âgée de 13 ans. Les discours de nos trois porte-paroles sélectionnées sont alors très représentatifs de certaines prises de paroles des six jeunes filles mentionnées ci-dessus¹⁰.

Enfin, soulevons également la présence prépondérante de Greta Thunberg au sein de cette recherche, d'une part par le nombre de discours sélectionnés qui ont été prononcé en son nom (8 sur 12) et d'autre part lors de l'illustration de notre analyse de

¹⁰ Voir notamment les prises de parole de Luisa Neubauer au TEDxMünchen (<https://www.youtube.com/watch?v=le9cACQngew&t=792s>) et de Alexandria Villaseñor (<https://www.youtube.com/watch?v=QJ8LYaLevro&t=124s>).

discours ci-après. En effet, certaines données sont de meilleures illustrations que d'autres et sont notamment dues à la présence de « champs asymétriques » (pour cette notion voir Poretti, 2019b) au sein de nos porte-paroles. Par champs ou situations asymétriques, nous entendons toutes les ressources – humaines, financières, capital symbolique, etc. (Poretti, 2019b) – de poids différents que nos porte-paroles peuvent mobiliser. À titre d'exemple, ces ressources peuvent être la capacité d'argumentation ou le temps de parole accordé creusant ainsi les inégalités dans la prise de parole et la mobilisation d'acteurs et d'actrices autour d'un sujet, dans ce cadre-ci, la lutte climatique. Ainsi, de par sa popularité, Greta Thunberg a acquis une plus grande visibilité au sein de l'actualité internationale et ses discours sont très accessibles sur les plateformes numériques. Il serait intéressant, dans une prochaine recherche, de raffiner les catégories découlant de l'analyse de discours qui va suivre avec d'autres porte-paroles de la lutte climatique.

Contexte

Il est important de saisir le contexte dans la théorisation de chaque étude (Kearney, 2007). En effet, la recherche et ses résultats dépendent du temps, du lieu et du contexte (Mruck & Mey, 2007). C'est pourquoi, les discours et prises de position publiques de nos différentes porte-paroles qui se sont déroulées après le 12 mars 2020 ne sont pas pris en compte. Effectivement, à l'heure actuelle où ce travail est conceptualisé et rédigé, le monde entier vit une période très particulière de son existence. La propagation à travers le monde depuis décembre 2019 du COVID-19, maladie infectieuse, a poussé la plupart des pays à prendre des mesures exceptionnelles afin de freiner son épidémie. En plusieurs temps distincts, la majorité des pays a dû confronter et confronte sa population à des mesures de confinement ou semi-confinement de plus ou moins longue durée. Toutes les sphères d'activités sont touchées. Les écoles ont notamment été et sont fermées dans plusieurs pays. Les manifestations publiques pour le climat se sont donc interrompues après le 6 mars 2020 qui marque la dernière marche en présence de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier à Bruxelles. Dès lors, tous et toutes ces jeunes activistes ont dû se réinventer et mener la lutte climatique via les réseaux sociaux en menant notamment une grève pour le climat en ligne chaque vendredi. Iels ont organisé des conférences en ligne, invitant des scientifiques, des journalistes et des activistes du monde entier à s'exprimer. Iels ont également pris position face à cette crise sanitaire globale, la

reliant souvent à la crise climatique. Greta Thunberg a rejoint la campagne de l'UNICEF « Let's Move Humanity for Children in the Fight Against Coronavirus » afin de lever des fonds pour protéger les enfants les plus touché.es par cette crise sanitaire. Un discours focalisé sur l'enfance (et les droits de l'enfant de manière implicite) a donc été publié¹¹. Ainsi, la situation actuelle fluctuant très rapidement et au vu des liens entre le coronavirus et le changement climatique, il a été jugé plus approprié et pertinent de se focaliser sur le contexte en amont de cette crise sanitaire mondiale. À noter également que Greta Thunberg et 15 autres jeunes ont déposé plainte devant le Comité des droits de l'enfant en septembre 2019 dans le cadre du troisième Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications (OPIC). Ces jeunes reprochent à l'Allemagne, à l'Argentine, au Brésil, à la France, ainsi qu'à la Turquie d'enfreindre les droits de l'enfant promus dans la Convention relative aux droits de l'enfant et de prendre aucune mesure nécessaire à la lutte contre l'urgence climatique¹². Cette plainte est, à l'heure actuelle, toujours en cours de consultation par le Comité. Bien que nous voyons dans cette plainte une prise de conscience explicite des jeunes envers le non-respect de leurs droits dans le cadre du changement climatique, nous nous concentrerons uniquement sur le contenu des discours prononcés lors d'événements internationaux et sur ce que ce contenu peut nous révéler. Les prises de position externes au contenu des discours ne seront pas prises en compte.

Considérations éthiques

Les discours étant en libre accès sur Internet, aucune considération éthique particulière est à entrevoir vis-à-vis des porte-paroles sélectionnées. Ces discours sont considérés comme étant des sources de données valables, et ce, particulièrement dans les études exploratoires (Holmberg & Alvinus, 2020). Cela va nous permettre de nous focaliser sur les discours et leurs messages en tant que tels, plutôt que sur des informations sensibles qui animent ces interventions publiques, notamment sur les réseaux sociaux. Comme exprimé lors de notre problématisation, des considérations

¹¹ À ce sujet voir la publication Instagram de Greta Thunberg publiée le 30 avril 2020 : https://www.instagram.com/p/B_mJ8DgpgUC/

¹² Voir le site de l'UNICEF Suisse et Liechtenstein : <https://www.unicef.ch/fr/lunicef/actuel/communiques-de-presse/2019-09-24/greta-thunberg-und-15-weitere-kinder-reichen>

concernant leur médiatisation ou leur instrumentalisation ne seront pas prises en compte dans le cadre de cette recherche.

Traitement et analyse des données

La méthodologie choisie afin de traiter et analyser nos données est l'analyse thématique proposée et théorisée par Virginia Braun et Victoria Clarke (2006), un choix motivé par l'absence de littérature académique face à ce phénomène nouveau et l'envie de faire émerger un contenu analytique de nos données, comme promu par la théorie ancrée (voir Strauss & Corbin, 1998). En effet, « thematic analysis is a method for identifying, analyzing and reporting patterns (themes) within data » (Braun & Clarke, 2006, p.79). L'analyse thématique est considérée, par Braun et Clarke (2006), comme un outil méthodologique flexible et utile pouvant fournir un compte-rendu de données riche et détaillé. En effet, ces deux autrices soulèvent le fait que l'analyse thématique « can be a method that works both to reflect reality and to unpick or unravel the surface of *reality* » (p.81). La flexibilité de cette méthode est due au fait que « thematic analysis is not wedded to any pre-existing theoretical framework, and therefore it can be used within different theoretical frameworks » (p.81). Cette méthodologie, comme son nom l'indique, a pour but de faire ressortir des thèmes importants d'un discours ou plus largement d'un texte : « a theme captures something important about the data in relation to the research question, and represents some level of *patterned* response or meaning within the data set » (p.82).

Plus concrètement, en suivant les lignes directrices de Braun et Clarke (2006) relatives à l'application de cette méthodologie, l'analyse de discours qui suit a pris forme. Il a d'abord été question de se familiariser avec les données elles-mêmes, en écoutant et lisant à plusieurs reprises les différents discours sélectionnés. Cette familiarisation a permis d'appréhender la manière dont nos porte-paroles s'exposent et se tiennent sur la scène internationale, mais elle a surtout permis de générer une première liste d'idées permettant d'identifier les thèmes les plus intéressants pour la suite de l'analyse. Cette première partie consiste en un codage ouvert, méthode développée par Strauss et Corbin (1998, chap. 12). « Thematic analysis is a structured process of analysis in which the first step consists of open coding, aimed at identifying meaningful units in each transcribed speech » (Holmberg & Alvinus, 2020). Dans un second temps, il a été question de coder toutes les données pertinentes précisant ainsi les thèmes retenus. Cette phase-ci s'est conclue par une vérification de chaque thématique. En

effet, l'analyse thématique n'est pas un processus linéaire, au contraire « it is more recursive process, where movement is back and forth as needed, throughout the phases » (Braun & Clarke, 2006, p.86). La dernière phase cruciale, permettant ensuite la rédaction, a été de définir et nommer ces thématiques en les déclinant parfois en sous-thèmes. En effet, une sous-thématique peut être utile « for giving structure to a particularly large and complex theme, and also for demonstrating the hierarchy of meaning within the data » (ibid., p.92). Puis, est venue la rédaction, où une attention particulière a été mise sur la sélection d'extraits pouvant illustrer de la manière la plus pertinente possible les thématiques sélectionnées.

Orientations plus spécifiques

Afin de rendre compte plus spécifiquement des orientations prises pour cette analyse de discours, il convient de préciser notre approche. Braun et Clarke (2006) soulèvent deux types d'analyse thématique : de manière inductive ou de manière déductive et théorique. « Inductive analysis is therefore a process of coding the data without trying to fit it into a pre-existing coding frame, or the researcher's analytic preconceptions » (p.83). À l'inverse, une analyse thématique déductive et théorique est motivée par l'intérêt théorique du ou de la chercheuse (dans ce cadre-ci les droits de l'enfant) et est par conséquent plus dirigée. Le choix entre ces deux types de méthode dépend des orientations de la recherche. Dans le cadre de travail, les analyses ont été conduites généralement de manière déductive et théorique se concentrant principalement sur le champ des droits de l'enfant et sur les orientations et questions de recherche prédéfinies.

Les deux autrices soulèvent une deuxième distinction au sein de l'analyse thématique : une approche sémantique versus un niveau latent. Pour la première approche, « the themes are identified within the explicit or surface meanings of the data, and the analyst is not looking for anything beyond what a participant has said or what has been written » (p.84). En revanche, « a thematic analysis at the latent level goes beyond the semantic content of the data, and starts to identify or examine the *underlying* ideas, assumptions, and conceptualizations – and ideologies – that are theorized as shaping or informing the semantic content of the data » (p.84). Ainsi, Braun et Clarke soulèvent qu'au niveau latent le développement des thématiques implique un travail interprétatif. L'analyse produite dépasse le niveau descriptif pour aller vers un niveau plus théorisé. Ce travail aura donc des parties plus sémantiques et

d'autres essayant d'inclure un niveau plus latent à l'analyse. Finalement, cette analyse thématique sera ancrée dans une approche constructionniste : « meaning and experience are socially produced and reproduced, rather than inhering within individuals » (p.85, se basant sur Burr, 1995).

Rôle du ou de la chercheuse

N'oublions pas le rôle actif du ou de la chercheuse dans la sélection et l'identification des thématiques. En effet, tout.e chercheur.euse doit reconnaître ses décisions et les attribuer comme étant le résultat de sélections et de choix (Braun & Clarke, 2006). « Researchers cannot free themselves of their theoretical and epistemological commitments » (ibid., p.84) et doivent donc adopter « un dialogue réflexif permanent »¹³ (ibid., p.82). Dey (2007), dans son article sur la catégorisation en tant qu'élément important de la théorie ancrée, explique que « categories and categorization depend on our conceptual understandings of the world » (p.3) et ne sont pas simplement générées par les données. Nous rejoignons donc la réflexion de Strauss abordée en introduction de cette partie méthodologique : « people's perspectives shape[d] how they view objects » (Bryant & Charmaz, 2007, p.4). Ainsi, si la production et l'analyse de discours nous permettent d'appréhender la construction de la « réalité » par différents acteurs et actrices, l'analyse de discours faite par tout.e chercheur.euse implique également un rôle actif de sélection et de catégorisation auquel il faut être attentif.ives.

ANALYSE DE DISCOURS

Les discours construits sur des arguments, tels que les discours sélectionnés, font « intervenir des assemblages de faits (ontologies), de manières de savoir (épistémologies) et d'idées du bon et du juste (axiologies) » (Poretti, 2018, p.175 basé sur les travaux de Chateauraynaud, 2011). Autrement dit, les discours se composent généralement de trois types d'argumentation liés les uns aux autres : des arguments ontologiques sur les faits, la nature du problème, ses causes et ses solutions ; des arguments épistémologiques permettant de légitimer les premiers par des sources et des expériences ; enfin des arguments axiologiques concernant les valeurs et les normes attribuées à des personnes, des objets ou des pratiques (Poretti, 2019a). C'est

¹³ Traduction française de « an ongoing reflexive dialogue » (Braun & Clarke, 2006, p.82).

sur cette base-là que l'analyse thématique de discours suivante a débuté. Pour appréhender au mieux la réalité des différentes porte-paroles sélectionnées, nous avons voulu soulever les personnes et objets mobilisés, les valeurs attribuées, les postulats établis ou encore les hiérarchies sur lesquelles ces jeunes activistes fondent leurs discours afin d'en extraire des thématiques et sous-thématiques pertinentes. Suivant cette logique, les analyses suivantes se sont donc déroulées de manière déductive et théorique (voir Braun & Clarke, 2006), se basant principalement sur le champ théorique des droits de l'enfant et le contenu de la Convention relative aux droits de l'enfant pour la dernière analyse.

Analyse sur la construction globale des différents discours

Cette première analyse thématique sur la construction globale des différents discours a permis de faire ressortir trois thèmes importants, comprenant chacun des sous-thèmes permettant d'appréhender plus en profondeur le sujet. Afin de faire ressortir ces différentes thématiques, l'analyse ci-dessous a débuté par la recherche d'arguments ontologiques, épistémologiques et axiologiques permettant ainsi de comprendre plus en profondeur la construction globale des différents discours. Enfin, dans un premier temps, cette analyse a largement adopté une approche sémantique, puis, afin d'amener plus de profondeur au sujet, l'analyse a été portée à un niveau plus latent. Ce niveau est reflété par nos sous-thèmes.

Les critiques et idées du bon et du juste

La première thématique largement mobilisée par Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier dans la lutte climatique relève d'une argumentation axiologique et concerne les critiques et idées du bon et du juste. Ces critiques sont adressées aux adultes, et plus spécifiquement aux politicien.nes et dirigeant.es de grandes entreprises face à leur (in)action. En effet, leurs éléments de discours se basent sur une critique de leurs comportements et donc sur la façon dont est traitée la crise climatique « despite all the beautiful words and promises » (Thunberg, 2019a). Elles pointent notamment du doigt l'indifférence et le désengagement des sphères médiatique et politique vis-à-vis de leurs responsabilités : « You would think the media and everyone of our leaders would be talking about nothing else, but they never even mention it » (Thunberg, 2018a). Elles soulèvent également le manque d'écoute et de

compréhension envers les scientifiques et notamment envers le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC) : « But the other thing is also that politicians I think for them is really hard to grasp how big it is. They don't understand it. They don't read the IPCC reports or they try to write policies on things that they don't really understand » (De Wever, 2020). De par leurs critiques, des idées du bon et du juste (autrement dit, des jugements de valeurs) sont ainsi formulées vis-à-vis de la classe dirigeante : « You only talk about moving forward with the same bad ideas that got us into this mess even when the only sensible thing to do is pull the emergency brake » (Thunberg, 2018b). L'utilisation à plusieurs reprises par Greta Thunberg de la rhétorique – *How dare you* – démontre bien les jugements et idées du bon et du juste formulées à leur égard : « How dare you continue to look away (...) » (2019a). Plus spécifiquement, les critiques et idées du bon et du juste face aux comportements des politicien.nes sont souvent mises en perspective par rapport au modèle économique dominant de notre société – un modèle fondé sur l'industrialisme et le capitalisme – sujet considéré comme sous-thème de cette analyse : « People are suffering. People are dying. Entire ecosystems are collapsing. We are in the beginning of a mass extinction and all you can talk about is money and fairy tales of eternal economic growth. How dare you ! » (Thunberg, 2019c).

La question émotionnelle et temporelle

Le deuxième thème ressortant de cette analyse thématique est la question émotionnelle et temporelle que soulève la crise climatique. Émotionnelle, car les effets du changement climatique et l'(in)action des politicien.nes et des dirigeant.es amènent beaucoup d'émotions, sentiments et états au sein de la population et plus particulièrement auprès des jeunes. Temporelle, car l'inaction dans une situation où l'action est primordiale et urgente pose évidemment toute sorte de questions sur le sentiment d'urgence ou au contraire de non-urgence provoqué : « (...) they don't understand the sense of urgency that a lot of young people on the streets do have » (De Wever, 2020). À travers les différents discours, des émotions comme de peur et de colère ressortent facilement : « When you see things like this happening you become afraid. Afraid and mostly angry » (De Wever, 2019a). Des sentiments liés à l'urgence, mais aussi à la méfiance à l'égard du système actuel et des politiques, à l'impuissance ou encore à l'épuisement peuvent également être soulevés : « Your feeling of being powerless grows when 80,000 people come on the streets to demand an eco-pact

that two days later won't even be signed. When you see forest fires, droughts, floods, hurricanes, but no political action» (De Wever, 2019a). Finalement, les différents discours soulèvent des états d'insouciance et d'inconscience au sein du système politique : « So please tell me, how do you react to these numbers without feeling at least some level of panic ? How do you respond to the fact that basically nothing is being done about this without feeling the slightest bit of anger ? » (Thunberg, 2019d). Ces émotions, sentiments et états reflètent la fracture générationnelle entre les jeunes et les adultes ainsi que les dominations de pouvoir ancrées dans notre société. L'exemple le plus révélateur de cette domination est probablement le sentiment d'impuissance des jeunes face à la classe dirigeante, comme le reflète Anuna De Wever (2019a) précédemment. Cet aspect émotionnel est complété par des descriptions d'un monde qui s'effondre – « our world has fallen » (Charlier, 2019) ou encore « our house is on fire » (Thunberg, 2020) – et d'un cauchemar bien réel – « Thankfully nightmares end when we wake up and open our eyes and that is why we are here talking to you today because today the nightmare is here for those who dare to wake up and open their eyes » (Charlier, 2019).

La temporalité est quant à elle très régulièrement mobilisée au sein des différents discours. La crise climatique nécessite une réponse rapide et radicale : « (...) the only sensible thing to do is pull the emergency brake » (Thunberg, 2018b). Cependant, comme l'exprime Anuna De Wever (2020) : « For the people who are activist, who are doing this for so long, it is a marathon. It is not a sprint. We run a million miles, but we still got a million miles to go ». La rhétorique de la temporalité est également forte présente dans les discours de Greta Thunberg : « Around the year 2030, 10 years, 252 days and 10 hours from now, we will be in a position where we set off an irreversible chain reaction beyond human control, that will most likely lead to the end of our civilization as we know it » (2019a). L'aspect générationnel à travers cette dimension temporelle est également soulevé à maintes reprises :

If I live to be 100, I will be alive in the year 2103. When you think about the future today, you don't think beyond the year 2050. By then, I will, in the best case, not even have lived half of my life. What happens next ? The year 2078, I will celebrate my 75th birthday. If I have children or grandchildren, maybe they will spend that day with me. Maybe they will ask me about you, the people who were around back in 2018. Maybe they will ask why you didn't do anything while

there still was time to act. What we do or don't do right now will affect my entire life and the lives of my children and grandchildren (Thunberg, 2018a).

La mise en avant de problèmes, causes et conséquences

Finalement, la troisième thématique concerne la mise en avant des problèmes et causes relatifs au changement climatique et ses conséquences, arguments ontologiques, ceci par la démonstration de faits et constats scientifiques se basant notamment sur les rapports du GIEC, arguments épistémologiques. Nos trois porte-paroles y soulèvent les calculs et les estimations scientifiques qui découlent de ces rapports et ceci de manière très précise : « In chapter two, on page 108 in the SR 1.5 IPCC (...) » (Thunberg, 2019d). Elles mettent également les politicien.nes et dirigeant.es face à leurs actions par la démonstration de faits : « Since the Paris Agreement, global banks have invested 1.9 trillion U.S. dollars in fossil fuels. One hundred companies are responsible for 71 % of global emissions » (Thunberg, 2019d). Outre la mise en avant de chiffres et de faits, elles dévoilent également quelques-unes de leurs expériences personnelles, comme Adélaïde Charlier lorsqu'elle habitait au Vietnam :

(...) I was able to observe more and more typhoons, killing more and more people. I was there when floods of the Mekong ruined crops. Thousands of Vietnamese have already had to migrate to escape this damage. I was able to observe the erosions of beaches disappearing in the sea. Trust me you do not want to see that. Vietnam is one of the most vulnerable countries to climate change with its more than 3000 kilometers of coasts (2019).

Cette troisième thématique qui ressort de notre analyse permet à nos porte-paroles d'augmenter leur crédibilité face à la domination des politicien.nes et dirigeant.es en démontrant qu'elles ont acquis une expertise sur le sujet.

Analyse de discours centrée sur les revendications

Cette seconde analyse thématique a directement été menée de manière déductive, car lors de réflexions initiales nous nous sommes demandé.es si leurs revendications étaient mobilisées en termes de droits, et plus spécifiquement en termes de droits de l'enfant. Cette réflexion a alors été formulée ainsi : *Comment les droits de l'enfant apparaissent-ils au sein des discours et plus particulièrement au sein des revendications des jeunes activistes pour le climat ?* Ce questionnement a donc

fortement orienté cette analyse thématique et a permis d'appréhender plus en profondeur les revendications climatiques de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier.

Leurs revendications sont formulées en termes de devoirs, obligations (« must », « should », « have to », « ask ») et exhortations (« we urge you »). Ces revendications sont considérées comme simples – « Is that really too much to ask ? » (Thunberg, 2019a) – et surtout inévitables – « that there is no alternative and that there is no choice » (De Wever, 2020). Elles sont adressées aux politicien.nes et dirigeant.es de grandes entreprises : « But at the end of the day, that is up to you » (De Wever, 2019a). Trois revendications concernent le traitement de la crise climatique, c'est-à-dire : déclarer l'état d'urgence climatique en considérant la crise climatique comme telle – « We have to start treating the crisis like a crisis (...) » (Thunberg, 2019a) – ainsi que mettre en place de meilleures politiques en matière climatique. La dimension de la temporalité est alors à nouveau présente de par la demande de prise de mesures dès à présent. Un autre ensemble de revendications soulève la nécessité d'écouter la science et les expert.es scientifiques – « We must look at facts because facts reflect us » (Charlier, 2019) – ceci en réduisant, dans un premier temps, puis en stoppant net l'utilisation des énergies fossiles et la propagation des émissions de gaz à effet de serre, principaux facteurs du changement climatique – « Fifty percent may be acceptable to you. But those numbers do not include tipping points, most feedback loops, additional warming hidden by toxic air pollution or the aspects of equity and climate justice » (Thunberg, 2019c). En effet, « (...) perhaps the most dangerous misconception about the climate crisis is that we have to lower our emissions. Because that is far from enough. Our emissions have to stop if we are to stay below 1.5 or 2 degrees of warming » (Thunberg, 2019a). Un autre type de revendications est alors exprimé plutôt sous forme de suggestion que de devoirs ou exhortations : le changement de système. « And if solutions within the system are so impossible to find maybe we should change the system itself » (Thunberg, 2018b). Finalement, deux ensembles de revendications concernent plus directement la question des droits humains. Cela concerne plus spécifiquement les questions liées à l'équité – « We need to include people. We need to think about equity » (De Wever, 2020) – et à l'avenir des générations futures – « (...) we will go back to school the moment you start listening to science and give us a future » (Thunberg, 2019a). Toutefois, il faut souligner que ces deux aspects ne sont pas formulés en termes de droits, comme nous nous l'étions fait la réflexion en début de

recherche. En effet, la mobilisation des droits en tant que revendication n'est pas appréhendée, et ce, au profit de revendications en termes de devoirs, obligations et exhortations. Nous reviendrons à la question des droits humains et plus spécifiquement des droits de l'enfant dans la suite de notre analyse.

En résumé

Ces deux premières analyses, sur la construction globale des différents discours et centrée sur les revendications, nous ont permis d'appréhender plus amplement les motivations des jeunes derrière les mobilisations climatiques. Tout d'abord, de par les critiques et idées du bon et du juste, les émotions et la temporalité, la démonstration de faits et constats scientifiques et personnels, ainsi que la formulation de revendications en termes de devoirs et exhortations, les porte-paroles de la lutte climatique font appel à un changement social et politique urgent : « We have to change » (Thunberg, 2018b). Les critiques et idées du bon et du juste face aux comportements des politicien.nes et plus largement de la classe dirigeante et leurs façons de traiter la crise climatique (ou de ne pas la traiter) remettent passablement en cause le modèle industrialiste et capitaliste qui domine notre société actuelle. Les questions émotionnelles et temporelles, quant à elles, démontrent une fracture générationnelle entre les jeunes activistes et de manière générale les adultes et soulèvent ainsi la dimension de domination de pouvoir de la classe dirigeante. La démonstration de faits et constats scientifiques et personnels montre que les jeunes ont acquis une expertise importante au sujet du changement climatique confirmant l'appel à un changement social et politique. Finalement, l'analyse centrée sur les revendications soulève une fois de plus cette nécessité de changement social et politique, à la fois à travers l'adoption de mesures concrètes en faveur du climat, mais aussi à travers un changement plus large de fonctionnement. Ces conclusions sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Appel à un changement social et politique			
Critiques et idées du bon et du juste	Question émotionnelle et temporelle	Problèmes, causes et conséquences	Revendications
Axées sur les comportements et la façon de gérer la crise (arguments ontologiques)	Émotions, mais aussi sentiments et états	Scientificité (arguments épistémologiques)	Devoirs, obligations et exhortations
Axées sur des jugements – <i>How dare you</i> – (arguments axiologiques)	Action VS Inaction Sentiment d'urgence VS de non-urgence	Expériences personnelles (arguments épistémologiques)	Suggestions
Axées sur le modèle industrialiste et capitaliste dominant	Fracture générationnelle et domination de pouvoir	Augmentation de l'expertise et de la crédibilité	Équité et avenir

Par la volonté de confirmer ou infirmer ces conclusions et augmenter la fiabilité inter-juges, l'étude suédoise – menée par Arita Holmberg et Aida Alvinus et parue cette année – mérite d'être mentionnée. Intitulée *Children's protest in relation to the climate emergency : A qualitative study on a new form of resistance promoting political and social change* (2020), cette étude vise à explorer « the wave of children's resistance » (p.78) qui a débuté en 2018 face à l'urgence climatique. À travers une analyse thématique des discours de Greta Thunberg – considérée comme incarnant « a new form of resistance pursued by children », appelée par les autrices « abstract progressive resistance » (p.78) – l'appel à un changement social et politique ressort également. En effet, en voulant comprendre l'essence qui a mené des jeunes du monde entier à se mobiliser face à l'urgence climatique, Holmberg et Alvinus font ressortir deux thèmes très importants : le besoin de changement social et politique et les cibles de résistance (*resistance targets*), qui ciblent plus spécifiquement « the power domination », « the domination of capitalist ideologies » et « the generation domination in order to raise children's voice » (p.84). Nous pouvons constater que ces trois aspects sont également ressortis tout au long de nos deux précédentes analyses. Des éléments très pertinents de cette étude suédoise seront repris dans la suite de ce travail. En effet, face au manque important de littérature à ce sujet, cette étude scientifique amène pour la première fois des éléments importants sur « the phenomenon of children's agency in societal settings » à la lumière des mobilisations pour le climat (p.89)¹⁴.

Analyse fondée sur les droits de l'enfant

Bien que nos jeunes porte-paroles ne mobilisent pas de revendications en termes de droits, et plus spécifiquement de droits de l'enfant, et que ces derniers soient presque absents de toute formulation au sein de leur discours, une analyse thématique sous l'angle des droits humains, en particulier des droits de l'enfant, s'avère tout à fait pertinente dans le cadre de ce travail qui vise à comprendre comment le « nouveau mouvement social » pour le climat et le « projet » des droits de l'enfant peuvent se rejoindre et se compléter. Ainsi, l'analyse thématique qui suit est fondée sur les droits de l'enfant, a pris forme de manière déductive et théorique et a pour objectif

¹⁴ À noter que cette étude n'aborde aucunement les mobilisations pour le climat sous l'angle des droits de l'enfant. Cette perspective est abordée dans la suite du travail.

d'atteindre un niveau latent en termes d'analyse. À noter que pour cette analyse, nous allons mobiliser à la fois les droits humains et les droits de l'enfant en tant que tels au sein de leurs discours et à la fois les droits de l'enfant exercés au sein même de la lutte climatique.

1.1.1 Les « 3P »

Les « 3P », en droits de l'enfant, ont été introduits dans le langage courant peu de temps après l'adoption de la Convention afin de diffuser un message large au grand public : les droits de l'enfant regroupent des droits de *protection*, de *prestations* et de *participation*. À travers les discours de nos trois porte-paroles, l'accent est mis sur les droits de prestations. Effectivement, les droits de la deuxième génération des droits humains (contenus dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC, 1966)) sont largement mobilisés. L'accent est mis sur le niveau de vie (*living standard*) et les infrastructures nécessaires afin d'atteindre des conditions de vie acceptables : « (...) such as roads, schools, hospitals, clean drinking water, electricity, and so on » (Thunberg, 2018a). Le droit à un logement et son non-respect sont implicitement mentionnés à plusieurs reprises : « (...) who have seen their cities destroyed by hurricanes. Their homes flooded by the rising sea level » (De Wever, 2019a). Enfin, les droits relatifs aux prestations sont particulièrement mis en évidence par Greta Thunberg lors de la remise du prix Ambassadeur de la Conscience 2019 d'Amnesty International : « With our business as usual, we are currently on track for a world that could displace billions of people from their homes, taking away even the most basic living conditions for countless of people. Making areas of the world uninhabitable for humans » (2019b).

1.1.2 L'accent sur l'équité et l'égalité

Les aspects liés à l'équité et à l'égalité reviennent tout au long des discours de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier. La question de l'équité rejoint de manière générale toutes les questions liées à l'exercice des droits de manière non-discriminatoire (art. 2 CDE). Comme vu en introduction, des groupes de population sont plus vulnérables que d'autres face au changement climatique engendrant alors de fortes inégalités à travers le monde : entre les pays développés et en

développement, entre les différentes classes sociales, entre les genres, entre les différents groupes ethniques et populations ou encore entre les générations (Amnesty International, n.d.). Greta Thunberg souligne alors cet aspect inégalitaire : « Our civilization is being sacrificed for the opportunity of a very small number of people to continue making enormous amounts of money » (2018b). Elle ajoute :

We are fighting for everyone. For you. For the people living in areas of the world that are already suffering the consequences from the first stages of the climate and ecological emergency. People who breathe toxic air, who drink contaminated water, who have to flee their homes because of climate and environmental-related disasters. Indigenous communities whose lands and waters are being destroyed. People whose food and water supply is being threatened by environmental-related catastrophes, stronger and more frequent droughts, rainfalls, storms, or melting glaciers. Whole nations are now literally being left in ruins or disappearing underneath rising sea levels (2019b).

La question de l'exercice des droits de manière non-discriminatoire ressort également, notamment au sujet des droits participatifs. En effet, comme l'exprime Greta Thunberg : « And yet we are the lucky ones. Those who will be affected the hardest are already suffering the consequences. But their voices are not heard » (2019a). Anuna De Wever soulève alors l'importance d'adopter une approche globale dans la lutte climatique lors du Festival du film et forum international sur les droits humains à Genève (2020) :

The global South in this picture is very important because as I was saying the climate crisis is about a system change which means we also need to tackle the huge inequalities that we are still living with. And we also need to really involve the global South because (...) there are so many activists there that have been fighting for ages, for their lives, and they are the ones most vulnerable to the climate crisis.

Puis, de manière plus spécifique au sein même des grèves scolaires et étudiantes pour le climat, la question de l'égalité et des droits participatifs ressort également :

One of the very important thing for us to realize is that we are actually very privilege to be able to be climate activist, to be able to strike, to come on the streets, to be civil disobedient. I was recently in the Amazon forest in Latin America and there I found a lot of climate activists who are really trying to push but the things that they can do are so much less. And so this is a privilege we

have, but it's also (...) a big responsibility to do anything we can (De Wever, 2020).

1.1.3 Les principes généraux

Tous les principes généraux se retrouvent au sein de leurs discours, bien que de manière sous-jacente. L'article 2 sur la non-discrimination, comme mentionné ci-dessus, mais également les articles 3, 6 et 12 CDE. Tout d'abord, l'article 6 CDE sur le droit à la vie, à la survie et au développement peut être illustré par un extrait de Greta Thunberg (2019d) : « Why is it so important to stay below 1.5 degrees ? Because even at one degree people are dying from the climate crisis ». À ce sujet, Anuna De Wever (2019a) ajoute : « This is about people who are dying ». L'aspect générationnel est à nouveau fort présent et démontre l'impact du changement climatique sur la vie des générations présentes et à venir : « What we do or don't do right now will affect my entire life and the lives of my children and grandchildren. What we do or don't do right now, me and my generation can't undo in the future » (Thunberg, 2018a). L'article 3 CDE sur l'intérêt supérieur de l'enfant lu conjointement avec l'article 12 CDE sur le droit d'être entendu.e ressort également au sein de leurs discours, ceci de manière beaucoup plus implicite : « You have ignored us in the past and you will ignore us again » (Thunberg, 2018b). Finalement, de manière plus explicite, l'article 12 CDE trouve une place importante au sein de leurs discours. En effet, de par l'instauration de l'article 12 au sein de la Convention, les États parties doivent garantir à chaque enfant le droit d'être entendu.e sur toutes les questions le/la concernant. Dans le cadre de la lutte climatique, les jeunes eux et elles-mêmes se rendent compte de la non-prise en compte de leur opinion sur le sujet : « I know many of you don't want to listen to us. You say we are just children » (Thunberg, 2019a). L'utilisation à plusieurs reprises par Greta Thunberg de la rhétorique du « microphone allumé » démontre également cette prise de conscience – « Is my microphone really on ? Did you hear me ? Is my English OK ? Because I'm beginning to wonder » (2019a) – et dans le même discours – « I hope my microphone was on. I hope you could all hear me » (ibid.).

1.1.4 Les droits participatifs

Cela nous amène aux droits participatifs de manière générale. Ceux-ci sont compris aux termes des articles 12 (droit d'être entendu.e), 13 (liberté d'expression), 14 (liberté de pensée, de conscience et de religion), 15 (liberté d'association), 16 (protection de la sphère privée), 17 (droit à l'information) et 31 CDE (droit au repos et aux loisirs, activités récréatives, vie culturelle et artistique). Il est tout à fait évident que les porte-paroles et tou.tes les jeunes activistes du monde entier exercent leurs droits participatifs au sein de ces manifestations : liberté d'expression, liberté de pensée ou encore liberté d'association. Le débat sur le plein exercice de ces droits ne sera pas abordé ici. Notons, toutefois, l'exposition médiatique de ces jeunes et notamment des porte-paroles les plus connues comme Greta Thunberg et Anuna De Wever. Ces dernières ont subi et subissent de multiples critiques et insultes à leur égard portant ainsi atteinte à leur sphère privée (art. 16 CDE). L'article 17 CDE sur le droit à l'information, quant à lui, peut être lu à travers les différents discours : « You lied to us. You gave us false hope. You told us that the future was something to look forward to. And the saddest thing is that most children are not even aware of the fate that awaits us » (Thunberg, 2019a) et « We all think we know, and we all think everybody knows. But we don't. Because how could we ? » (Thunberg, 2018a). En effet, les différents discours soulèvent le fait que personne en parle. Le question climatique ne fait pas les gros titres et n'apparaît pas aux nouvelles. La notion de « tromperie » apparaît également : « This may sound impressive at first glance, but even though the intentions may be good, this is not leadership. This is not leading. This is misleading because most of these pledges do not include aviation, shipping, and imported and exported goods and consumption » (Thunberg, 2019d). Finalement, aucune mention explicite de l'article 31 CDE sur le droit aux loisirs et activités culturelles apparaît. Cependant, cet article spécifiquement accordé aux enfants et fortement compromis face aux effets du changement climatique peut être soulevé implicitement lorsque Greta Thunberg parle de son « enfance volée » : « You have stolen my dreams and my childhood with your empty words » (Thunberg, 2019c). La dimension du sacrifice est alors forte présente : « We children are not sacrificing our education and our childhood for you to tell us what you consider is politically possible in the society that you have created » (Thunberg, 2019c).

1.1.5 Le droit à l'éducation

Ce qui fait de ce mouvement, un mouvement sans précédent, c'est bien la « grève scolaire » pour le climat. En effet, jamais auparavant un mouvement de telle ampleur n'avait pris place et de ce fait bouscule le cadre scolaire habituel : un cadre rigide où l'on apprend plus à suivre des règles qu'à s'y opposer. Les jeunes ne mentionnent pas explicitement à travers leurs discours le droit à l'éducation, cependant ce droit (art. 28 CDE) et ses objectifs (art. 29 CDE) sont mentionnés de manière implicite :

That there is no alternative and that there is no choice. And if we are coming on the streets instead of studying, we're also sacrificing it. And we are making a big sacrifice, because we realize we don't have anything with our degree if there is no long term future for us. If we don't have a life after this (De Wever, 2020).

La dimension de sacrifier son droit à l'éducation est alors forte présente. Greta Thunberg (2018a) pointe également du doigt les failles du système scolaire actuel : « And what is the point of learning facts in the school system when the most important facts given by the finest science of that same school system clearly means nothing to our politicians and our society ». Finalement, un lien avec l'art. 2 CDE peut à nouveau être fait : « And we see that even skipping school and coming on the streets was for a lot of young people a very hard thing to do » (De Wever, 2020).

1.1.6 Le droit à un avenir ?

Une dimension très forte ressort de cette analyse : la stipulation implicite du droit à un avenir. Ce droit n'est cependant pas un droit stipulé dans la Convention relative aux droits de l'enfant, bien que l'avenir des générations présentes et à venir soit une préoccupation importante au niveau institutionnel (comme nous avons pu le voir avec la Commission mondiale pour l'environnement et le développement). Pourtant, cet aspect est clairement stipulé par Greta Thunberg dès le début de ses actions : « You say you love your children above all else, and yet you are stealing their future in front of their very eyes » (2018b). L'aspect générationnel et l'accent sur les futures générations est, comme déjà mentionné, fort présent : « I speak on behalf of future generations » (Thunberg, 2019a). Une revendication claire est adressée : « (...) give us a future » face au fait qu'ils ont probablement déjà plus d'avenir (Thunberg, 2019a). Le futur est alors considéré par ces jeunes comme une chose qui devrait être acquise

– « All these fearless youth, fighting for their future. A future they should be able to take for granted » (Thunberg, 2019b) – mais qui est cependant aujourd'hui volé, comme nous le montre cet extrait – « Because that future was sold so that a small number of people could make unimaginable amounts of money. It was stolen from us every time you said that the sky was the limit, and that you only live once » (Thunberg, 2019a). Anuna De Wever (2019a) complète notre réflexion : « You know I am done. I am not letting my future be stolen in front of my very eyes anymore ». La dimension liée à l'espoir et aux rêves est également présente : « We children are doing this because we want our hopes and dreams back » (Thunberg, 2019b). Cette dimension est soulevée face aux politicien.nes et dirigeant.es : « You are failing us. But young people are starting to understand your betrayal. The eyes of all future generations are upon you. And if you choose to fail us, I say : we will never forgive you ! » (Thunberg, 2019c).

En résumé

Ainsi, bien qu'il n'y ait pas de références explicites en termes de droits humains et donc de droits de l'enfant qui ressortent de cette analyse thématique de discours, une analyse plus approfondie du contenu à un niveau latent a permis de mettre en lumière certains droits de l'enfant. Nous pouvons soulever, tout d'abord, un accent mis sur les droits dits de prestations liés à la deuxième génération des droits humains (PIDESC, 1966). Un accent fort sur l'équité et l'égalité (art. 2 CDE) et le droit à la vie, à la survie et au développement (art. 6 CDE) est également à relever. Au contraire, aucune mention qu'elle soit explicite ou implicite au droit à la santé (art. 24 CDE) n'est sortie de ces différentes analyses, alors que les questions de santé reviennent de manière constante en introduction de ce travail. Les droits participatifs (art. 12 à 17 et 31 CDE) et le droit à l'éducation (art. 28 et 29 CDE), quant à eux, sont abordés principalement lorsqu'ils sont entravés dans leur exercice. Les mentions les plus explicites vis-à-vis des droits humains et donc des droits de l'enfant se font lors d'événements consacrés spécifiquement aux droits humains, tel que lors du discours de Greta Thunberg à la remise du prix Ambassadeur de la Conscience 2019 d'Amnesty International. Greta Thunberg fait alors directement allusion aux droits humains : « The fact that this will create huge conflict and unspoken suffering is far from a secret. And yet, the link between the climate and ecological emergency, mass migration, famine, violations of human rights and war is still not clear to many people » (2019b). Elle cite à cette occasion Michelle Bachelet, Haute-Commissaire aux droits

de l'Homme des Nations Unies : « The world has never seen a threat to human rights of this scope » (ibid.). De même pour Anuna De Wever et son intervention lors du Festival du film et forum international sur les droits humains 2020 à Genève : « And this is also one of the big thing : the climate crisis is actually a human rights crisis. (...). But this is about people. This is about people who are dying » (2020). Finalement, une mention plus explicite vis-à-vis des droits de l'enfant se fait remarquée lors du discours d'Anuna De Wever et Adélaïde Charlier au TEDxULB à Bruxelles en 2019 :

You know we are asking this for the children in Mozambique¹⁵, the children of this world who are suffering, who have seen their cities destroyed by hurricanes. Their homes flooded by the rising sea level. (...). All the human lives, the human lives that have already been lost. For them we ask you to please be the change we need to see in this world. Not only to save our future, but also to save their present (De Wever, 2019a).

Ces trois analyses thématiques de discours ont pu démontrer tout au long des différents points abordés que Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier mettent passablement en avant les droits de l'enfant, bien que de manière implicite. D'une part, elles mettent en évidence les nombreuses difficultés rencontrées pour exercer de manière effective les droits de l'enfant face aux effets du changement climatique et face à l'(in)action des politicien.nes, et d'autre part, elles permettent d'aborder de manière plus générale cette « nouvelle culture des droits de l'enfant » (Liwski, 2007, p.69). En effet, elles remettent en question l'image et les représentations sociales liées à l'enfance comme nous allons le voir ci-après. Ainsi, afin d'analyser le discours autour de cette « nouvelle culture des droits de l'enfant », deux grilles de lecture nous sont nécessaires : les écoles de pensée en droits de l'enfant théorisées par Karl Hanson (2012) et le système de l'acteur, outil conceptuel proposé par Daniel Stoecklin (2009).

¹⁵ Le Mozambique a été dévasté par un cyclone en 2019 faisant des centaines de mort.es et plus d'un million de personnes sous assistance humanitaire. Le discours d'Anuna De Wever et d'Adélaïde Charlier a été prononcé à cette période.

Grilles de lecture

1.1.7 Les écoles de pensée en droits de l'enfant

Comme le soulève Hanson (2012), un consensus sur le contenu précis, l'étendue ou les priorités des droits de l'enfant est très difficile à trouver. L'expansion du champ des droits de l'enfant et l'augmentation du nombre d'acteurs et actrices partisans a donné lieu à une prolifération de perspectives sur la signification et le contenu de la Convention relative aux droits de l'enfant (p.65). En effet, « children's rights are a morally sensitive domain having to deal with strong, and often competing, normative and ideological perspectives » (p.63). C'est pourquoi, Hanson suggère une « structure heuristique » comprenant quatre dimensions clés « on which opinions diverge and that are pivotal for understanding variations in approaches to children's rights » (p.63) : l'image attribuée à l'enfance, le débat sur ses compétences, ses droits (les « 3P ») ainsi que le dilemme de la différence. Les réponses à ces quatre dimensions reflètent alors quatre écoles de pensées en droits de l'enfant : l'école paternaliste, celle rattachée au bien-être, l'école émancipatrice et finalement l'école à tendance libérationniste (ou anti-paternaliste). Bien entendu, au quotidien, les personnes adhèrent rarement à une école précise, car les frontières entre chaque approche sont souvent floues et imprécises. De plus, pour la majorité des acteurs et actrices du champ des droits de l'enfant, il est difficile d'adhérer à une seule et unique école lorsque l'on fait face à une population hétérogène d'enfants allant de leur naissance à leur majorité. Toutefois, cette conceptualisation des droits de l'enfant en écoles de pensée est un outil de recherche intéressant, « which can serve as a roadmap on children's rights » (p.78) permettant d'appréhender l'image et les représentations sociales attribuées à l'enfance selon différents publics, dans ce cadre-ci, nos trois porte-paroles pour le climat.

L'image de l'enfance

Selon les écoles de pensée en droits de l'enfant, il y a plusieurs manières de concevoir et se représenter socialement l'enfance. À travers les époques et avec constance, « children has been considered, by and at large, not to be fully fledge citizens but *unfinished human beings or citizens in the making* » (Hanson, 2012, p.66). Dans ce sens, les enfants ont été mis.es dans une position « of not yet being », « not yet knowing », « not yet being able to », et par conséquent « not yet able to express themselves » (ibid., p.66). Des années plus tard, cette conception commence à changer :

« childhood sociology contributed to the deconstruction of the *natural developing child* and emphasized that children are social actors, human *beings* rather than human *becomings* » (ibid., p.67). Cette distinction entre les enfants comme êtres en devenir (*becoming*) ou êtres dans l'ici et maintenant (*being*) est au cœur de ce débat sur l'image et les représentations associées à l'enfance.

La conjonction entre *becoming* et *being* est au centre des discours de nos trois porte-paroles. Cela est reflété par l'intervention d'Anuna De Wever (2019a) lorsqu'elle parle des millions d'enfants touché.es par la crise climatique : « For them we ask you to please be the change we need to see in this world. Not only to save our future [*becoming*], but also to save their present [*being*] ». L'image de l'enfant en tant qu'être en devenir, vulnérable, nécessitant soins et protection (*becoming*) est reflétée à plusieurs reprises dans leurs discours. En effet, cette conception est encore passablement présente aujourd'hui et se retrouve de manière frappante dans l'un des discours de Greta Thunberg (2019d) où elle dit : « If there is a child standing in the middle of the road and cars are coming at full speed, you don't look away because it's too uncomfortable. You immediately run out and rescue that child. And without that sense of urgency, how can we, the people, understand that we are facing a real crisis ». Plus largement, l'image et les représentations sociales liées à l'enfant en tant qu'être en devenir ressortent particulièrement pour les questions relatives à l'éducation et donc au fait de faire grève pour le climat sur des heures scolaires. Cela est illustré par Greta Thunberg (2019c) lorsqu'elle se trouvait aux États-Unis dans le cadre de ses actions : « This is all wrong. I shouldn't be up here. I should be back in school on the other side of the ocean ». En revanche, l'image de l'enfant actif.ve et ancré.e dans le présent (*being*) est aussi bel et bien présente. Lors de l'une de ses premières interventions, Greta Thunberg (2018a) ajoute : « Some people say that Sweden is just a small country, and that it doesn't matter what we do. But I think that if a few children can get headlines all over the world just by not coming to school for a few weeks, imagine what we could all do together if you wanted to ». Ainsi, si les jeunes peuvent faire la une des journaux cela démontre bien qu'ils sont des êtres actifs, dans le présent, ayant un fort impact dans certains contextes, comme celui-ci.

Le débat sur les compétences

Un débat fondamental dans le champ des droits de l'enfant concerne la compétence ou l'incompétence des enfants et traite donc de la question de : « the extent to which children are deemed capable of consequential reasoning or only

capable of living for the moment » (Hanson, 2012, p.67). Selon Hanson (2012), la détermination de la compétence d'un.e enfant peut se faire de différentes manières, sur des bases empiriques venant de la recherche scientifique sur le développement de l'enfant, selon une position idéologique définie impliquant divers intérêts sous-jacents ou de manière stratégique selon à qui revient le fardeau de la preuve : les enfants ou les adultes ? D'un point de vue empirique, de multiples perspectives sont adoptées selon les auteurs et autrices. Certain.es chercheur.euses mobilisent des arguments basés sur les capacités cognitives, alors que d'autres revendiquent des éléments plus contextuels et interpersonnels afin de définir la compétence ou l'incompétence d'un.e enfant en question. Alors que d'un point de vue idéologique, « buying alcohol or cigarettes, the right to vote, obtaining a driver's license or being recognized as a reliable witness in court (...) are based not as much on empirical data concerning children's competence but rather on underlying social interests and ideological preferences » (p.68). En effet, « *being competent* equates to being competent in the ways that are recognized as competence, maturity, rational thinking, etc. All these notions are social constructs, and the *competent child* is another construction (...) » (Stoecklin, 2012, p.447). Ce débat sur la compétence ou l'incompétence ne se pose, au contraire, pas pour les adultes : « being competent or not is not considered a valid argument to grant or deny certain rights » (Hanson, 2012, p.68).

Ce débat sur les compétences peut être analysé à la lumière des mobilisations pour le climat, et ce, sous différents angles. Tout d'abord, la détermination de la compétence ou de l'incompétence d'un.e enfant implique la question du degré de maturité (mentionné notamment à l'art. 12 CDE) qui doit être évalué au cas par cas. De manière générale, notamment par l'image et les représentations sociales liées à l'enfance, un supposé manque de maturité est adressé de manière directe et explicite aux enfants. Dans le cadre de la lutte climatique, cette supposition est retournée à l'encontre des adultes : « You are not mature enough to tell it like is » (Thunberg, 2018b). Le comportement des adultes est alors considéré comme irresponsable face à l'urgence climatique : « Our leaders are not behaving as if we were in an emergency. In an emergency you change your behavior » (Thunberg, 2019a). Un deuxième extrait est également très révélateur des relations enfants-adultes : « (...) since our leaders are behaving like children, we will have to take the responsibility they should have taken long ago » (Thunberg, 2018c).

Deuxièmement, lorsque l'on détermine la compétence ou l'incompétence d'un.e enfant, la décision finale se fait généralement sur des constructions sociales émanant des adultes (Stoecklin, 2012). Effectivement, les adultes attendent une réponse plus ou moins « formatée » de la part des enfants. Cela se reflète alors très bien dans l'un des discours de Greta Thunberg (2019a) où elle démontre l'attente des adultes vis-à-vis des actions des jeunes activistes et les solutions qu'ils devraient apporter : « Then you say : that's not an answer ».

Enfin, nous pouvons soulever à travers leurs discours un message qui relève de la supposée incompétence accordée aux enfants : « I know many of you don't want to listen to us. You say we are just children » (Thunberg, 2019a). Cet extrait démontre la non-prise en compte de la parole des enfants considéré.es comme étant incompétent.es et amène une fois de plus l'image de l'enfant en tant qu'être en devenir (*becoming*). Toutefois, dans les faits, la meilleure illustration de ce débat sur les compétences des enfants en lien avec la crise climatique est très certainement la phrase déjà célèbre de Greta Thunberg (2018b) : « I've learned you are never too small to make a difference » mettant alors à l'honneur l'impact de leurs actions en tant que jeunes activistes à travers le monde. Un impact qui a permis de lever une attention de plus en plus grande des sphères politiques sur les effets du changement climatique. Ces jeunes activistes démontrent alors de grandes compétences dans la mise en œuvre de mobilisations d'ampleur internationale et font également preuve d'une grande crédibilité de par leur expertise sur le sujet en faisant régulièrement appel à des études scientifiques.

Les droits de l'enfant promus

Quels droits ont les enfants et les jeunes et quels droits devraient-ils avoir ? Comme soulevé en introduction, la Convention relative aux droits de l'enfant réaffirme et renforce à la fois les droits humains stipulés dans le droit international de manière générale pour les enfants et rajoute un certain nombre de droits spéciaux qui leur sont particulièrement destinés. Son contenu peut être résumé selon les « 3P » : les droits de protection, les droits relatifs aux prestations et les droits dits de participation, en y accordant une importance égale (Hanson, 2012). Toutefois, selon les approches et les points de vue une importance plus ou moins grande à la protection, aux prestations ou à la participation est accordée. Dans le cadre des mobilisations pour le climat, un accent important est mis sur les droits dits de prestations, comme relevé dans les

précédentes analyses. Puis, de nombreuses références aux droits participatifs sont relevées, notamment sur le droit d'être entendu.e (art. 12 CDE). Il semblerait donc que les jeunes dépassent l'idée d'une Convention protectrice pour aller vers une approche plus émancipatrice de leurs droits.

Le dilemme de la différence

Le dernier point concerne les similitudes ou les différences entre les droits accordés aux enfants et aux adultes. Martha Minow (1986) qui adopte une approche féministe sur la question des droits de l'enfant et citée par Hanson (2012) nous dit :

Rights may be claimed to underscore children's similarity to adults – but rights may also be invoked to call attention to children's differences. The notion of *Children's Rights* could – and has – been seized by advocates of both separate, protective treatment and identical, equal treatment for children and adults (Minow, 1986, p.14).

À nouveau, selon les perspectives un poids plus important aux similitudes ou à l'inverse aux différences peut être donné. Dans le cadre des mobilisations pour le climat et au vu des conclusions ressortant des différentes analyses, les jeunes ne semblent pas revendiquer explicitement une différence entre les adultes et les enfants. N'ayant pas de focale explicite sur les droits de l'enfant, leurs revendications semblent être comprises au sein des droits humains dans leur généralité et impliquerait ainsi une égalité ou du moins une absence de différences entre les adultes et les enfants. Cette conclusion se rapprocherait ainsi des approches plus émancipatrices et libérationnistes des droits de l'enfant.

Écoles de pensée en droits de l'enfant

Ainsi, selon les positions adoptées dans leur définition de l'enfance, chaque acteur et actrice du champ des droits de l'enfant se positionne plus ou moins dans l'une des quatre écoles de pensée en droits de l'enfant théorisées par Hanson et résumées dans le tableau ci-après (2012, p.73) :

Table 4.1 Schools of thought in children's rights

	Paternalism	Welfare	Emancipation	Liberation
Childhood image	Becoming	Becoming and being	Being and becoming	Being
Competence	Incompetent	Incompetent, unless	Competent, unless	Competent
Rights of children	Protection rights	Protection rights Provision rights Participation rights	Participation rights Provision rights Protection rights	Participation rights
Difference dilemma	Special rights	Special rights – equal rights	Equal rights – special rights	Equal rights

La domination de la pensée paternaliste a été forte présente de la fin du 19^e siècle jusqu'au début du 20^e siècle (Hanson, 2012). En 2012 et à l'heure actuelle, « the welfare approach to children's rights is largely dominant in the child welfare sector, both on the national levels as well as in international cooperation » (ibid., p.76). L'objectif principal des organisations internationales « is to advocate for the protection of children's rights, to help meet their basic needs and to expand their opportunities to reach their full potential » (p.76). Dans le cadre de la lutte climatique, il semblerait au vu de l'analyse faite ci-dessus que le mouvement des jeunes pour le climat s'inscrirait dans une école de pensée plutôt émancipatrice des droits de l'enfant. En effet, bien qu'une approche protectionniste et fondée sur le bien-être des enfants soit encore bien ancrée dans les images et représentations sociales liées à l'enfance, les différents discours soulèvent des éléments révélateurs d'une école plus émancipatrice de l'enfance. À travers leurs discours, nos trois porte-paroles démontrent que le changement climatique a des impacts autant dans le présent (*being*) que pour l'avenir (*becoming*). Elles retournent la supposée incompétence adressée aux enfants envers les adultes face à leur « manque de maturité » vis-à-vis de la gestion de cette crise. Enfin, comme montré précédemment, leurs discours sont fortement axés sur des droits dits de prestations et participatifs et tendent vers une égalité entre enfants et adultes. C'est pourquoi, nous pouvons argumenter en faveur d'un positionnement envers une approche plus émancipatrice des droits de l'enfant avec toutefois un fort accent sur les droits liés aux prestations. Ces conclusions seront reprises lors de notre discussion et en conclusion de ce travail.

1.1.8 Le système de l'acteur

Le modèle, système de l'acteur, proposé par Stoecklin (2009), est un système qui symbolise la dynamique de l'acteur.rice social.e permettant ainsi de visualiser son fonctionnement et sa participation, point promu par la CDE. La participation est vue ici « as a general system of action made up of several dimensions » (Stoecklin, 2012, p.448). Ce système représente la dynamique entre les intentions personnelles de l'individu, composées d'éléments subjectifs, et les effets sociaux de ses actions, représentés par des éléments objectifs. Les discours sont des « sois sociaux », comme théorisés par Mead, et sont ainsi le résultat négocié des tensions existantes entre la subjectivité des individus et les attentes de la société. En effet, « children develop their capacities to build and voice their own views through social networks. We could say that children actually participate *through* rather than *in* activities. But participation to the outside world, through the mediating effect of a group, first implies a subjective internalization of the outside world as it appears to oneself and also as others make it appear to be » (ibid., p.447 basé sur les travaux de Berger & Luckmann, 1966). La réalité est donc composée de la rencontre entre ces éléments subjectifs et objectifs. Ainsi, toute action d'un individu mobilise des éléments essentiels de la vie sociale, « linked together in a systemic way » (ibid., p.448). Ces éléments sont théorisés comme suit : les activités, les relations, les valeurs, les images de soi ainsi que les motivations. Chaque dimension influencent alors les quatre autres dimensions : « the way one defines any of the five dimensions will influence the definition of the other elements of one's system of action » (ibid., p.448), système représenté ci-dessous :

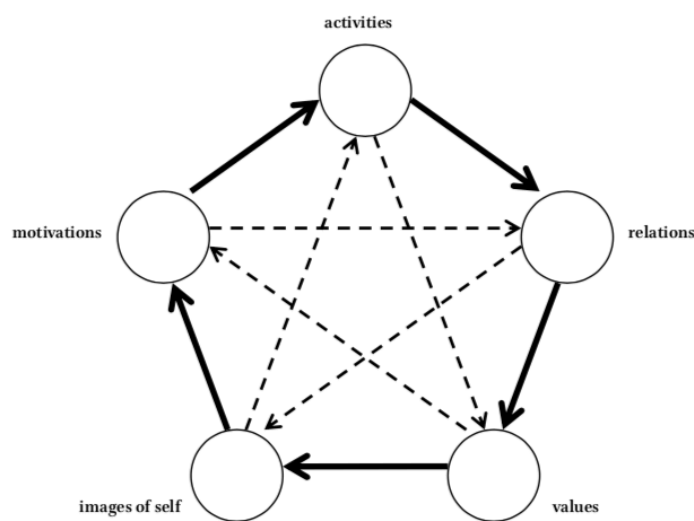


DIAGRAM 1 "The actor's system" (Stoecklin, 2013)

Ainsi, « action (praxis) is not reduced to activity but encompasses the whole system » (ibid., p.448). Ce sont ainsi les liens entre ces composantes essentielles de l'expérience personnelle qui constituent le « système de l'acteur » et représentent ainsi son ou ses modes d'action. Les modes d'action peuvent être décrits comme suit : « typical ways of acting according to dominant *thinking horizons* that link together concrete items of perceived reality » (Stoecklin, 2018, p.561). Autrement dit, ces dimensions représentent des horizons de pensée « through which actors associate the elements of reality they are perceiving according to their predominant preoccupations » (ibid., p.562). Les modes d'actions sont alors orientés selon les contextes et peuvent être décrits comme suit respectivement : entrepreneurial, relationnel, moral, identitaire et motivationnel. Ainsi, même si un individu n'est pas dirigé dans un seul et unique mode d'action, un mode d'action peut dominer son système de l'acteur. Dans le cadre des discours des jeunes activistes pour le climat, ce sont principalement les valeurs qui sont au centre de la participation. En effet, régulièrement les mouvements sociaux se saisissent d'une ou plusieurs valeurs afin de les faire progresser. Ce n'est donc pas anodin que le mode d'action privilégié par les jeunes soit le « mode moral ». La manière dont iels définissent leurs valeurs, produit leurs images d'eux et d'elles-mêmes et guide leurs motivations. Iels sont donc principalement définis par un « soi moral » (et non entrepreneurial, mode de participation privilégié dans nos sociétés économiques¹⁶). Le mode d'action « moral » serait défini comme suit : « as it is based on the belief in the inherent worth of specific values, prevailing over anything else. These convictions mould one's images of self, motivations, activities and relations » (Stoecklin, 2018, p.565).

Nous pouvons illustrer leur mode d'action « moral » comme-ci. Nos trois jeunes porte-paroles définissent leurs valeurs en leur accordant beaucoup d'importance (« the things that matters », « we dare to fight for what truly matters » (Charlier, 2019)). La grande valeur promue à travers tous les discours est la « justice climatique ». Cette dernière est considérée telle une personnalité juridique : « I speak on behalf of climate justice » (Thunberg, 2018b). Elle est liée à d'autres valeurs ou grands principes, tels que « living planet », « rewilding nature », « just transition » ou encore « circular economy ». Une autre valeur importante est la place accordée au peuple – « The real power belongs to the people » (Thunberg, 2018b) – et une croyance en la démocratie :

¹⁶ Le mode d'action entrepreneurial se focalise principalement sur les activités jugées comme étant les plus efficaces pour atteindre un ou des objectifs. Les acteurs et actrices relevant d'un mode entrepreneurial agissent tels des entrepreneurs. Ils se concentrent alors sur les résultats de leurs actions. Cela influence alors leurs relations, leurs valeurs, leurs images d'eux et d'elles-mêmes ainsi que leurs motivations (Stoecklin, 2018, p.564).

People can change. People are ready to change. And that is the hope because we have democracy and democracy is happening all the time. Not just on election day, but every second and every hour. It is public opinion that runs the free world. In fact, every great change throughout history has come from the people. We do not have to wait. We can start the change right now. We the people (Thunberg, 2019d).

Cette valeur portée à la démocratie et à la place du peuple produit alors des images d'elles-mêmes. Nos trois porte-paroles se définissent que très rarement à titre individuel, mais plutôt comme faisant partie d'un collectif : « we children », « my generation » ou encore l'exemple le plus frappant « we, who together are the movement *Fridays for Future* » prononcé par Greta Thunberg (2019b) lors de la remise du prix d'Amnesty International. Elles définissent leur génération comme une génération d'espoir et de changement : « A generation of hope. A generation of climate warriors, but mostly a generation of change » (De Wever, 2019a). Soulevons toutefois quelques productions d'images d'elles-mêmes à titre individuel. Nos trois porte-paroles se définissent comme étant chanceuses – « And yet I'm one of the lucky ones » (Thunberg, 2019c) et « I have been fortunate enough (...) » (Thunberg, 2019d) – face à la crise climatique. Elles ne souhaitent pas devenir populaires, car leurs seuls buts sont leurs valeurs et les motivations qui en découlent : « (...) I don't care about being popular. I care about climate justice and the living planet » (Thunberg, 2018b). Ces définitions des valeurs et images d'elles-mêmes guident alors leurs motivations. Cet aspect motivationnel est notamment porté par « the emission curve » – « (...) the only thing that we should look at is the emission curve. And I'm sorry, but it's still rising » (Thunberg, 2019a) – et le besoin de changement social et politique. En effet, leurs motivations, par l'action et la mobilisation, sont de parvenir à un changement social et politique nécessaire, ceci en faisant appliquer leurs revendications pour un avenir meilleur.

Ainsi, l'ensemble des jeunes du mouvement *Fridays for Future* arrive à mobiliser d'autres formes de modes d'action moins valorisées, telles que des formes morale, identitaire, motivationnelle ou encore relationnelle, que celle privilégiée dans notre société, soit la forme entrepreneuriale. Nos trois porte-paroles en sont conscientes : « The true doesn't necessarily comes out of the children's mouth. But we just say what we think, what we think is true, what we think is honest. We don't do the political games. (...) we can look at the system from a farther perspective » (De Wever, 2019b).

Une perspective qui est mise en lumière et approfondie par le système de l'acteur ci-dessus et qui nous permet de saisir plus spécifiquement leur définition de la lutte climatique, ainsi que leur fonctionnement et leur participation. Une participation qui s'avère effective et qui illustre cette « nouvelle culture des droits de l'enfant » (Liwski, 2007, p.69).

DISCUSSION

L'analyse thématique de discours et les deux grilles de lecture qui précèdent nous ont permis d'appréhender la « réalité » de nos trois porte-paroles sélectionnées, principalement de deux manières. D'une part, les éléments d'analyse nous ont permis d'aborder leur définition de ce qu'est la lutte contre le changement climatique – une lutte plus large pour un changement social et politique – et d'autre part, l'analyse fondée sur les droits de l'enfant nous a permis d'apercevoir leurs représentations et leur définition des droits de l'enfant.

En effet, suite à une analyse thématique de discours à un niveau plus latent, nous avons pu voir apparaître la mobilisation de certains droits de l'enfant. Bien que ceux-ci soient sous-jacents et non explicites au sein de leurs discours, les jeunes pour le climat mettent passablement en avant les droits contenus dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Nous pouvons citer les droits dits de prestations (notamment art. 27 CDE) et participatifs (art. 12 à 17 et 31 CDE) ; les quatre principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12 CDE) ; le droit à l'éducation (art. 28 et 29 CDE) ; ainsi qu'un potentiel droit à un avenir non stipulé dans la Convention. Son contenu est donc mobilisé au sein de leurs discours, mais n'est cependant pas revendiqué. En effet, leurs revendications ne sont pas formulées en termes de droits, mais en termes de devoirs, obligations ou exhortations. Elles concernent largement le traitement de la crise climatique.

Même si les droits de l'enfant sont sous-jacents et non explicites, les écoles de pensée en droits de l'enfant théorisées par Hanson (2012) ont permis, dans un second temps, d'apporter une compréhension plus approfondie de leur définition des droits de l'enfant : des droits qui seraient liés à une école plus émancipatrice de l'enfance. L'enfant est alors considéré.e comme un être présent et compétent ayant en premier lieu des droits liés à la seconde génération des droits humains – droits dits de prestations – et des droits participatifs. Les différences de traitement entre les enfants et les adultes ne sont pas promues.

Nous pouvons dès lors répondre à notre hypothèse formulée lors de la problématisation de notre objet de recherche et pouvons ainsi affirmer que les acteurs et actrices prédominantes de ce « nouveau mouvement social » pour de meilleures politiques en matière climatique – comme Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier – sont également des porte-paroles du « projet » des droits de l'enfant. Nos trois porte-paroles incarnent cette « nouvelle culture des droits de l'enfant » (Liwski, 2008, p.69) et cette « nouvelle dynamique démocratique » (Zermatten & Stoecklin, 2009, p.10), comme théorisées et formulées par certain.es auteur.rices. Leur participation, explicitée par le système de l'acteur (Stoecklin, 2009, 2012, 2018), est effective.

Ce « nouveau mouvement social » mené par des jeunes pour une justice climatique est donc révélateur d'une lutte plus large pour le « projet » des droits de l'enfant. Ces deux mouvements se rejoignent et se complètent. Tout d'abord, ces deux mouvements se rejoignent d'un point de vue factuel. Comme nous avons pu le voir en introduction de ce travail, des liens étroits sont établis entre le changement climatique, ses effets directs et indirects – tels que les chaleurs extrêmes et les catastrophes naturelles, le manque d'eau et l'insécurité alimentaire, la pollution de l'air, les maladies à transmission vectorielle et infectieuses, les traumatismes psychologiques, la diminution de la diversité biologique et les produits et substances toxiques (HCDH, 2017) – et l'exercice effectif direct et indirect des droits de l'enfant, notamment des droits des enfants les plus vulnérables (HCDH, 2017, 2018). Ainsi, selon une approche fondée sur les droits de l'enfant, revendiquer de meilleures politiques en matière climatique est révélateur d'une action plus large envers la mise en œuvre effective des droits de l'enfant.

Puis, ces deux luttes se complètent également, car en exerçant leurs droits participatifs contenus dans la Convention ces jeunes activistes contribuent mois après mois à mettre sur le devant de la scène internationale la question climatique, et inversement, de par leurs mobilisations sans précédent les jeunes exercent leurs droits participatifs et favorisent ainsi la réalisation de leurs autres droits. Ces jeunes ont donc des capacités d'action importantes qui répondent à la promesse faite par les Nations Unies en adoptant en 1989 la Convention relative aux droits de l'enfant, marquant ainsi un « nouveau contrat social » (Zermatten & Stoecklin, 2009, p.10). L'enfant devient alors acteur.rice et sujet de droits.

Un « nouveau contrat social »

Ce « nouveau contrat social » apporte un changement complet dans les relations qu'entretiennent les enfants et les adultes (Zermatten & Stoecklin, 2009). Les droits contenus dans la CDE « défient » les conceptions attribuées traditionnellement à l'enfance, en incluant notamment des droits participatifs (Stoecklin & Bonvin, 2014). Pour rendre ces derniers effectifs, cela implique « the transition of children from the status of passive recipients to respect as active agents. It necessitates a transfer of greater power for children to have influence in their lives » (Lansdown, 2010, p.13). Pourtant, aujourd'hui encore, ce changement de statut n'est pas effectif pour la plupart des enfants (ibid.). Les enfants et les jeunes n'occupent que très rarement les sphères civiques ou politiques (Wyness, Harrison & Buchanan, 2004). De manière générale, ils ne participent pas à l'élaboration de l'agenda politique et ne sont que très peu sollicités (ibid.). Dans les représentations socialement reconnues, « the very essence of childhood, (...), prohibits political participation » (ibid., p.82). À nouveau, le débat sur les (in)compétences attribuées à l'enfance est alors bien présent. En effet, Wyness, Harrison et Buchanan « situent l'exclusion des jeunes des sphères politiques en lien avec la construction sociale de l'enfance en termes d'incompétence et de dépendance »¹⁷ (Thomas, 2007, p.206). Les auteur.rices argumentent : « Children's political exclusion is partly a result of their perceived inability to understand the political world » (Wyness, Harrison & Buchanan, 2004, p.87). Ainsi, malgré la reconnaissance des enfants en tant qu'acteur.rices et sujets de droits :

It remains true that their lives are almost always determined and/or constrained in large measure by adults and there are few instances of children becoming organized at a *grass roots* level to represent themselves independently (Prout & James, 1990, p.30).

Les études et recherches en sociologie de l'enfance contribuent, depuis quelques années, à la déconstruction de ces représentations sociales bien ancrées. À l'instar justement d'Alan Prout et Allison James qui ont défini, en 1990, les contours d'un nouveau paradigme en sociologie de l'enfance. Cette période de vie doit être comprise comme étant une construction sociale, mais surtout « children are and must be seen as active in the construction and determination of their own social lives, the lives of those around them and of the societies in which they live » (p.8). Les

¹⁷ Traduction française de « situate children's exclusion from politics in relation to the social construction of children and childhood in terms of incompetence and dependence » (Thomas, 2007, p.206).

mobilisations pour le climat contribuent, à leur tour, à cette déconstruction des images et représentations sociales attribuées généralement à l'enfance et à la jeunesse. En effet, de par leurs mobilisations, les jeunes activistes pour le climat exercent une forme d'« agency ». Cette notion peut être définie comme étant la manière dont une personne peut être porteuse de changement – des changements qui affectent sa vie ainsi que celle des autres (Stoecklin & Bonvin, 2014). En effet, « the child agent is thus fully social and capable » (Wyness, 2018, p.73). En pratique, « child's agency depends on how he/she makes use (choices) of institutional structures (family, education, law, etc.) and personal skills (cognitive and social competences) » (Stoecklin & Bonvin, 2014, p.69). Ces choix dépendent alors de la « capacité participative »¹⁸ d'un.e jeune en question (ibid.). Cette notion peut être décrite comme étant « the capacity of the child to effectively participate in the definition and fulfilment of choices that affect his/her own life » (ibid., p.66).

Capabilité participative

La capabilité participative des enfants et des jeunes résulte alors de la combinaison entre des facteurs individuels et sociaux – facteurs qui permettent de transformer les libertés formelles inscrites dans le droit interne et international en libertés réelles (Stoecklin & Bonvin, 2014). Autrement dit, « the gap between formal liberties (rights) and real freedom (capability) can be more precisely highlighted and explained by emphasizing the individual and social conversion factors that allow for transforming rights into capabilities » (ibid., p.66). Ainsi, la capabilité participative d'une personne dépend alors « on the interplay between his/her personal skills and the available social opportunities in a given context » (ibid., p.66). De ce fait, stipuler formellement que les enfants sont, dès leur naissance, sujets de droits ne signifie pas automatiquement que ces derniers soient acteurs et actrices sociales à part entière (ibid.). En effet, « the extent to which subjects of rights can be agentive and influence their environment, depends on their ability to transform their ascribed role into achieved roles » (ibid., p.69). Une définition plus spécifique de cette notion peut alors être soulevée :

¹⁸ Pour des informations supplémentaires concernant l'approche par les capabilités et la notion de « capabilité » voir notamment les travaux d'Amartya Sen (1999).

La capabilité participative d'un acteur dépend de l'ensemble des formes d'interactions (formes d'agency, modes d'action) qui augmentent sa capacité de prendre part à la définition et à la réalisation des choix affectant sa propre vie (Stoecklin, 2019).

Ainsi, la notion de « capabilité participative » permet de comprendre comment les enfants et les jeunes peuvent être acteur.rices et porteur.euses de changement, et dans ce cadre-ci, porteur.euses de changement social et politique par rapport à une problématique mondiale, telle que la question climatique qui nous intéresse. Ceci sera alors démontré dans les lignes qui suivent.

Agency politique en lien avec les mobilisations pour le climat

En effet, en accord avec les conclusions d'Holmberg et Alvinus (2020), « children's resistance in relation to the climate emergency suggests that children possess knowledge, engagement and power to act on environmental issues » (pp. 87-88). Ils peuvent, au travers des mobilisations pour le climat, exprimer une résistance majeure et une forme d'« agency politique » (ibid., p.88). La grille de lecture théorisant le système de l'acteur (Stoecklin, 2009, 2012, 2018) permet de confirmer également cette tendance. En effet, bien qu'adoptant d'autres formes de modes d'action moins valorisées, telle que la forme morale, Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier exercent une forme d'« agency » qui peut être considérée comme « politique ». La manière dont elles définissent leurs valeurs, produit des images d'elles-mêmes et guide ainsi leurs motivations aboutissant à des actions concrètes mettant en lumière cette « nouvelle culture des droits de l'enfant » (Liwski, 2008, p.69). En pratique, depuis leurs premières mobilisations, nos trois jeunes porte-paroles n'ont cessé de mettre la question climatique sur le devant des sphères civiques et politiques. Elles ont été invitées à des événements politiques hautement médiatiques et ont pu échanger avec des personnes influentes. Leurs revendications ont été partagées à travers le monde entier. Bien qu'à l'heure actuelle, ces dernières n'ont pas été appliquées, l'interaction entre leurs facteurs individuels (engagement, connaissances scientifiques, compétences relationnelles, capacités d'argumentation, etc.) et leurs facteurs sociaux (opportunités de prononcer un discours, visibilité accordée, médiatisation, etc.) a produit des effets inattendus et exceptionnels. Des effets qui ont permis :

- D'une part de rendre visible et mettre à l'agenda des politiques nationales et internationales la problématique environnementale en y apportant leur propre définition : la crise climatique se résoudra par un changement social et politique.
- Et d'autre part de bouleverser les conceptions généralement attribuées à l'enfance et à la jeunesse pour tendre vers une définition plus émancipatrice de leurs droits.

Leurs actions ont également permis de mobiliser des centaines de milliers de personnes à travers le monde engendrant alors un mouvement global en faveur de meilleures politiques climatiques. Nous pouvons donc affirmer que nos trois porte-paroles ont, selon les termes de Stoecklin (2019), « des formes d'interactions (...) qui augmentent [leur] capacité de prendre part à la définition et à la réalisation des choix affectant [leur] propre vie ». L'interaction entre leurs facteurs individuels et leurs facteurs sociaux transforme leurs libertés formelles inscrites dans la CDE, particulièrement leurs droits participatifs, en libertés réelles. Bien que les mobilisations pour le climat continuent mois après mois et que leurs revendications ne sont toujours pas concrétisées, ces jeunes activistes sont bien des acteur.rices et sujets de droits ayant une capacité participative effective. En mettant la problématique environnementale à l'agenda politique national et international, iels ont contribué à sa définition et à la potentielle réalisation des choix affectant leur propre vie. Dans le contexte de la crise climatique, « children's resistance is a legitimate expression of their autonomy, demanding political and social change now and in the future » (Holmberg & Alvinus, 2020, p.79).

CONCLUSION

Tout au long de ce présent travail, nous avons pu évaluer la place des droits de l'enfant au sein de la lutte climatique et démontrer ainsi que les jeunes du mouvement *Fridays for Future* – par l'intermédiaire de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Adélaïde Charlier – sont également des porte-paroles du « projet » des droits de l'enfant et de cette « nouvelle culture des droits de l'enfant » (Liwski, 2008, p.69), bien que les droits contenus dans la Convention relative aux droits de l'enfant soient sous-jacents et non explicites. Ces jeunes sont des acteur.rices actif.ves exerçant leurs droits participatifs afin de promouvoir un changement social et politique envers de

meilleures politiques climatiques. Iels contribuent jour après jour à définir et mettre à l'agenda politique national et international la problématique environnementale. Nous confirmons alors notre hypothèse de recherche affirmant que ce « nouveau mouvement social » pour le climat est révélateur d'une lutte plus large pour le « projet » des droits de l'enfant, un projet où les enfants sont considéré.es comme des acteur.rices et sujets de droits. D'une part, ces deux mouvements se rejoignent – le changement climatique ayant un impact direct et indirect sur l'exercice effectif des droits de l'enfant – et d'autre part, ils se complètent.

Les mobilisations pour le climat reflètent alors cette « nouvelle dynamique démocratique » (Zermatten & Stoecklin, 2009, p.10) instaurée par les Nations Unies en 1989. Bien que l'analyse thématique de discours nous a démontré que les conceptions liées à une école paternaliste des droits de l'enfant sont encore bien présentes, les jeunes pour le climat ont le pouvoir de révéler le contraire en se présentant de manière indépendante devant des instances internationales et démontrant des capacités d'action importantes.

De nombreux défis restent à relever concernant la mise en œuvre effective des droits de l'enfant, et particulièrement celui de la crise climatique. Bien qu'il y ait un important dispositif juridique et institutionnel concernant l'environnement et les droits de l'enfant, il reste encore du chemin à parcourir pour que cela soit rendu effectif. Nous pouvons peut-être nous attendre à certaines évolutions dans les années à venir, notamment auprès du Comité des droits de l'enfant qui – selon les recommandations émises en 2016 suite à la Journée de débat général – devrait fournir prochainement des lignes directrices aux États parties afin d'adopter « a child-rights-based approach to environmental issues » et une Observation générale en la matière (CRC, 2016). Une réponse à la plainte émise, par l'intermédiaire du troisième Protocole facultatif à la CDE établissant une procédure de présentation de communications (OPIC), en septembre 2019 par 16 jeunes activistes, est également attendue.

Le sujet abordé lors de ce travail est avant tout un sujet en cours et donc en constante évolution. Chaque semaine, les jeunes activistes pour le climat prennent position sur les réseaux sociaux. Il serait donc intéressant, dans la continuité de ce travail, de poursuivre les recherches en analysant l'évolution de leurs prises de parole. Il serait également pertinent de pouvoir affiner les thématiques, découlant de la présente analyse de discours, par les prises de parole d'autres activistes pour le climat. En effet, afin d'appréhender l'entièreté et l'hétérogénéité du mouvement *Fridays for Future*, il

serait intéressant d'analyser les discours d'activistes du monde entier pour ainsi apporter une perspective Nord / Sud à ce sujet de recherche. Holmberg et Alvinus (2020) suggèrent, quant à elles, l'adoption d'une perspective genre. D'un point de vue méthodologique, les deux autrices conseillent l'opérationnalisation et la validation quantitative des thématiques sélectionnées, ainsi que la triangulation qualitative combinant différentes méthodes de recherche, et ce, afin d'acquérir une compréhension plus approfondie de ce sujet (ibid.).

L'angle de recherche que nous avons malheureusement peu développé, dans le cadre de ce présent travail, est la perspective générationnelle. En effet, l'aspect générationnel et le supposé droit à un avenir reviennent à de multiples reprises au sein de ce travail. Un approfondissement autour de ces aspects-ci serait bienvenu, notamment d'un point de vue juridique. Comme mentionné en introduction, la frontière entre les générations présentes et à venir est floue. Il est alors « possible que les politiques internationales relatives à l'environnement obéissent à une approche différente » (HCDH, 2018, p.20).

Néanmoins, ce présent travail a permis d'apporter un éclairage à la lumière des droits de l'enfant sur ce phénomène récent des mobilisations pour le climat et constitue donc un pas envers la compréhension de ce « nouveau mouvement social ». Un mouvement qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Le vendredi 17 juillet 2020 marqua la 100^e semaine d'actions et de grèves pour le climat.

BIBLIOGRAPHIE

- Accord de Paris, du 12 décembre 2015. Récupéré le 30 avril 2020 sur le site des Nations Unies dédié au changement climatique : <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>
- Adger, W. N., Pulhin, J. M., Barnett, J., Dabelko, G. D., Hovelsrud, G. K., Levy, ...Vogel, C. H. (2014). Human Security. Dans C. B. Field, V. R. Barros, D. J. Dokken, K. J. Mach, M. D. Mastrandrea, T. E. Bilir, ...L. L. White (Éds.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (pp. 755-791). Cambridge, Royaume-Uni et NY: Cambridge University Press.
- Amnesty International. (n.d.). *Climate change*. Récupéré le 22 mai 2020 sur : <https://www.amnesty.org/en/what-we-do/climate-change/>
- Braun, V. & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3, 77-101. doi:10.1191/1478088706qp063oa
- Bryant, A. & Charmaz, K. (2007). Grounded Theory in Historical Perspective: An Epistemological Account. Dans A. Bryant, & K. Charmaz (Éds.), *The SAGE Handbook of Grounded Theory* (pp. 31-57). doi:10.4135/9781848607941
- Charlier, A. (2019). *Respect Existence or Expect Resistance* [Fichier vidéo]. Discours au TEDxULB avec Anuna De Wever. Bruxelles, Belgique. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 24 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=fa12l1Axuog&t=1s>
- Comité des droits de l'enfant (CRC). (2016). *Report of the 2016 Day of General Discussion. Children's Rights and the Environment*. Récupéré le 30 avril 2020 sur le site du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme : <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Discussion2016.aspx>
- Commission mondiale pour l'environnement et le développement. (1987). *Notre avenir à tous*. A/42/427
- Conseil de l'Europe (COE). (2012). *Recommandation CM/Rec(2012)2 du Comité des Ministres des États membres sur la participation des enfants et des jeunes de moins de 18 ans*. Récupéré le 8 mai 2020 sur le site du Conseil de l'Europe : <https://rm.coe.int/168046c479>

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE), du 20 novembre 1989. RS 0.107. Récupéré le 30 avril 2020 du site de la Confédération suisse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19983207/index.html>

Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), du 25 juin 1998. RS 0.814.07. Récupéré le 30 avril 2020 du site de la Confédération suisse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20092191/index.html>

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), du 9 mai 1992. RS 0.814.01. Récupéré le 30 avril 2020 du site de la Confédération suisse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19920113/201310030000/0.814.01.pdf>

Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Déclaration de Stockholm), du 16 juin 1972. Récupéré le 30 avril 2020 sur le site des Nations Unies dédié aux Conférences sur l'environnement et le développement durable : <https://www.un.org/fr/conferences/environment/stockholm1972>

Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, de juin 1992. Récupéré sur le site des Nations Unies : <https://www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vol1f.htm>

Déclaration du millénaire des Nations Unies et Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), du 8 septembre 2000. A/RES/55/2. Récupéré le 13 juillet 2020 sur le site des Nations Unies : <https://www.un.org/french/millenaire/ares552f.htm>

Déclaration et Programme d'action de Vienne, du 25 juin 1993. Récupéré le 19 juillet 2020 sur le site du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'Homme : https://www.ohchr.org/Documents/Events/OHCHR20/VDPA_booklet_fr.pdf

Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, de septembre 1990. Récupéré le 13 juillet 2020 sur la bibliothèque en ligne des Nations Unies : https://www.un-ilibrary.org/children-and-youth/la-situation-des-enfants-dans-le-monde-1991_0454741a-fr

Déclaration sur le droit à un environnement, du 4 décembre 1986. A/RES/41/128. Récupéré le 30 avril 2020 sur le site du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/RightToDevelopment.aspx>

- De Wever, A. (2019a). *Respect Existence or Expect Resistance* [Fichier vidéo]. Discours au TEDxULB avec Adélaïde Charlier. Bruxelles, Belgique. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 24 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=fa12l1Axuog&t=1s>
- De Wever, A. (2019b). *Youth for Climate : le message d'Anuna De Wever aux jeunes du monde entier* [Fichier vidéo]. Interview pour le média Brut. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 24 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=VRfV3ivGmYE&t=95s>
- De Wever, A. (2020). *Les jeunes pour le climat : une génération seule face au front ?* [Fichier vidéo]. Débat lors du Festival du film et forum international sur les droits humains 2020. Genève, Suisse. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 24 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=d-PtFFp-4Xc&t=1s>
- Dey, I. (2007). Grounding Categories. Dans A. Bryant, & K. Charmaz (Éds.), *The SAGE Handbook of Grounded Theory* (pp. 166-190). doi:10.4135/9781848607941
- Ebi, K. L., & Paulson, J. A. (2007). Climate Change and Children. *Pediatric Clinics of North America*, 54, 213-226. doi:10.1016/j.pcl.2007.01.004
- Field, C. B., Barros, V. R., Dokken, D. J., Mach, K. J., Mastrandrea, M. D., Bilir, T. E., ...White, L. L. (Éds) (2014). *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge, Royaume-Uni et NY: Cambridge University Press.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). (2015). *Unless We Act Now: The Impact of Climate Change on Children*. New York, NY: Division of Data, Research and Policy, UNICEF.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). (2016). *Clear the air for children: The impact of air pollution on children*. New York, NY: Division of Data, Research and Policy, UNICEF.
- Gibbons, E. D. (2014). Climate Change, Children's Rights, and the Pursuit of Intergenerational Climate Justice. *Health and Human Rights Journal*, 16, 19-31.

- Goodmann, D. (2012). UNFCCC and Child Rights. An Intergenerational View of Global Environmental Policy. Dans J. Zermatten (Éd.), *Climate Change: Impacts on Children and on their Rights* (p.18-38). Sion, Suisse: Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) et Institut international des droits de l'enfant (IDE).
- Hanson, K. (2012). Schools of Thought in Children's Rights. Dans M. Liebel (Éd.), *Children's Rights from Below. Studies in Childhood and Youth* (pp. 63-79). Londres, Royaume-Uni: Palgrave Macmillan.
- Hanson, K. (2015). International legal procedures and children's conceptual. *Childhood*, 22, 427-431. doi:10.1177/0907568215609209
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). (2016). *Etude analytique des liens entre les changements climatiques et le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible. Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*. A/HRC/32/23
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). (2017). *Étude analytique sur la relation entre les changements climatiques et le plein exercice effectif des droits de l'enfant. Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*. A/HRC/35/13
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). (2018). *Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*. A/HRC/37/58
- Holmberg, A. & Alvinus, A. (2020). Children's protest in relation to the climate emergency: a qualitative study on a new form of resistance promoting political and social change. *Childhood*, 27, 78-92. doi:10.1177/0907568219879970
- Kearney, M. H. (2007). From the Sublime to the Meticulous: the Continuing Evolution of Grounded Formal Theory. Dans A. Bryant, & K. Charmaz (Éds.), *The SAGE Handbook of Grounded Theory* (pp. 127-150). doi:10.4135/9781848607941

- Kirchschlaeger, P. G. (2012). Evolution of the International Environment Law and Position of Child from a Philosophical Perspective. Dans J. Zermatten (Éd.), *Climate Change: Impacts on Children and on their Rights* (p.75-92). Sion, Suisse: Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) et Institut international des droits de l'enfant (IDE).
- Lansdown, G. (2010). The realisation of children's participation rights. Critical reflections. Dans B. Percy-Smith, & N. Thomas (Éds.), *A Handbook of Children and Young People's Participation. Perspectives from Theory and Practice* (pp. 11-23). New York, NY: Routledge.
- Liwski, N. (2007). The 18th anniversary of the adoption of the Convention on the rights of the child. Dans J. Connors, J. Zermatten, & A. Panayotidis (Éds.), *18 candles. The Convention on the rights of the child reaches majority* (pp. 69-79). Sion, Suisse: Institut international des droits de l'enfant (IDE).
- Louli, J. (2015). Érik Neveu: Sociologie des mouvements sociaux. *Lectures. Les comptes rendus*. Repéré à <http://journals.openedition.org/lectures/16801>
- Minow, M. (1986). Rights for the Next Generation: A Feminist Approach to Children's Rights. *Harvard Women's Law Journal*, 9, 1-24.
- Mruck, K. & Mey. G. (2007). Grounded Theory and Reflexivity. Dans A. Bryant, & K. Charmaz (Éds.), *The SAGE Handbook of Grounded Theory* (pp. 514-538). doi:10.4135/9781848607941
- Neveu, É. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, France: La Découverte.
- Nizet, J. (2007). *La sociologie de Anthony Giddens*. Paris, France: La Découverte.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2014). *Quantitative risk assessment of the effects of climate change on selected causes of death, 2030s and 2050s*. Genève, Suisse.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2017). *Ne polluez pas mon avenir. L'impact environnemental sur la santé infantile*. Genève, Suisse.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2018). *Inheriting a sustainable world ? Atlas on children's health and environment*. Genève, Suisse.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), du 16 décembre 1966. RS 0.103.1. Récupéré le 22 mai 2020 du site de la Confédération suisse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19660259/index.html>

Poretti, M. (2018). *La fabrique des droits de l'enfant. Les paradoxes d'une révolution contemporaine*. (Thèse de doctorat). Genève, Suisse: Faculté des sciences de la société de l'Université de Genève.

Poretti, M. (2019a). *Outils pour explorer les chantiers des droits de l'enfant*. (Séminaire interdisciplinaire: Défense et promotion des droits de l'enfant) [Présentation PowerPoint]. Sion, Suisse: Institut Universitaire Kurt Bösch. Repéré sur la plateforme moodle <https://moodle.unige.ch/course/view.php?id=3278>

Poretti, M. (2019b). *Transmission, représentation, traduction. Les priorités du plaidoyer international des droits de l'enfant depuis l'adoption de la CDE*. (Séminaire interdisciplinaire: Défense et promotion des droits de l'enfant) [Présentation PowerPoint]. Sion, Suisse: Institut Universitaire Kurt Bösch. Repéré sur la plateforme moodle <https://moodle.unige.ch/course/view.php?id=3278>

Principes-cadres relatifs aux droits de l'Homme et à l'environnement (2018). *Les principales obligations en matière des droits de l'Homme liées à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable*. Récupéré le 30 avril 2020 sur le site du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme : https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Environment/SREnvironment/FP_ReportFrench.PDF

Programme d'action d'Addis-Abeba, de juillet 2015. Récupéré le 19 juillet 2020 sur le site de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique : <https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/FFD3-2015/document-final.pdf>

Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (PAMJ), du 13 mars 1996. Récupéré le 19 juillet 2020 sur le site des Nations Unies : <https://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/publications/wpay2010FR.pdf>

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de communications (OPIC), du 19 décembre 2011. A/RES/66/138. Récupéré le 30 avril 2020 sur le site du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/OPICCRC.aspx>

Prout, A. & James, A. (1990). A New Paradigm for the Sociology of Childhood ? Provenance, Promise and Problems. Dans A. James & A. Prout (Éds.), *Constructing and Reconstructing Childhood: Contemporary Issues in the Sociological Study of Childhood* (pp.7-34). Londres, Royaume-Uni: The Falmer Press.

Riva Gapany, P. (2012). Préface. Dans J. Zermatten (Éd.), *Climate Change: Impacts on Children and on their Rights* (p.7-9). Sion, Suisse: Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) et Institut international des droits de l'enfant (IDE).

Sanz Caballero, S. (2012). Climate Change and its Impact on Children. Dans J. Zermatten (Éd.), *Climate Change: Impacts on Children and on their Rights* (p.39-57). Sion, Suisse: Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) et Institut international des droits de l'enfant (IDE).

Shea, K. M. (2007). Global Climate Change and Children's Health. *Pediatrics*, 120, 1359-1367. doi:10.1542/peds.2007-2646

Smith, K. R., Woodward, A., Campbell-Lendrum, D., Chadee, D. D., Honda, Y., Liu, Q., ...Sauerborn, R. (2014). Human health : impacts, adaptation, and co-benefits. Dans C. B. Field, V. R. Barros, D. J. Dokken, K. J. Mach, M. D. Mastrandrea, T. E. Bilir, ...L. L. White (Éds.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (pp. 709-754). Cambridge, Royaume-Uni et NY: Cambridge University Press.

Stoecklin, D. (2009). L'enfant acteur et l'approche participative. Dans J. Zermatten, & D. Stoecklin (Éds), *Le droit des enfants de participer. Norme juridique et réalité pratique: contribution à un nouveau contrat social* (pp. 47-71). Sion, Suisse: Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) et Institut international des droits de l'enfant (IDE).

Stoecklin, D. (2012). Theories of action in the field of child participation: In search of explicit frameworks. *Childhood*, 20, 443-457. doi:10.1177/0907568212466901

- Stoecklin, D. (2018). Institutionalisation of Children's Rights: Transformability and Situated Agency. *International Journal of Children's Rights*, 26, 548-587. doi:10.1163/15718182-02603004
- Stoecklin, D. (2019). *Vers une théorie de la participation: du degré à la forme*. (Séminaire interdisciplinaire: Participation) [Présentation PowerPoint]. Sion, Suisse: Institut Universitaire Kurt Bösch. Repéré sur la plateforme moodle <https://moodle.unige.ch/course/view.php?id=3280>
- Stoecklin, D. & Bonvin, J. M. (2014). The Capability Approach and Children's Rights. Dans C. Hart, M. Biggeri, & B. Babic (Éds.), *Agency and Participation in Childhood and Youth: International Applications of the Capability Approach in Schools and Beyond* (pp. 63-82). New York, NY: Bloomsbury Academic. doi:10.5040/9781472552754.ch-003
- Strauss, A., & Corbin, J. (1998). *Basics of Qualitative Research. Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory*. Thousand Oaks, CA: Sage.
- Thunberg, G. (2018a). *School strike for climate. Save the world by changing the rules* [Fichier vidéo]. Discours au TEDxSTOCKHOLM. Stockholm, Suède. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 24 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=EAmuUIEsN9A>
- Thunberg, G. (2018b). *Greta Thunberg full speech at UN Climate Change COP24 Conference* [Fichier vidéo]. Discours lors de la 24^e Conférence des parties (COP24). Katowice, Pologne. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 10 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=VFkQSGyeCWg&feature=youtu.be>
- Thunberg, G. (2018c). *Greta Thunberg's speech to UN Secretary-General António Guterres* [Fichier vidéo]. Discours prononcé devant le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres. Katowice, Pologne. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 10 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=1Cve4bLDrlM>
- Thunberg, G. (2019a). « You did not act in time » : *Greta Thunberg's full speech to MPs* [Fichier écrit]. Discours prononcé devant les députés du Parlement du Royaume-Uni. Londres, Royaume-Uni. Transcription récupéré sur le site The Guardian le 10 avril 2020 : <https://www.theguardian.com/environment/2019/apr/23/greta-thunberg-full-speech-to-mps-you-did-not-act-in-time>

- Thunberg, G. (2019a). *Greta Thunberg full speech to UK Parliament* [Fichier vidéo]. Discours prononcé devant les députés du Parlement du Royaume-Uni. Londres, Royaume-Uni. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 10 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=rYNM4rsnNFM>
- Thunberg, G. (2019b). *Greta Thunberg's speech accepting the Ambassador of Conscience Award 2019* [Fichier écrit]. Discours prononcé lors de la remise du prix Ambassadeur de la Conscience 2019 d'Amnesty International. Washington, États-Unis. Transcription récupérée sur le site d'Amnesty International le 10 avril 2020 : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/09/greta-thunberg-speech-ambassador-of-conscience-award-2019/>
- Thunberg, G. (2019c). *Climate Action Summit 2019. Morning Session* [Fichier vidéo]. Discours prononcé lors du Sommet mondial des Nations Unies pour le climat (U.N. Climate Action Summit). New York, États-Unis. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 10 avril 2020 : https://www.youtube.com/watch?time_continue=2465&v=haewhZ8ubKA&feature=emb_logo
- Thunberg, G. (2019d). *Greta Thunberg UN Climate Change Conference Speech Transcript* [Fichier écrit]. Discours prononcé lors de la 25^e Conférence des parties (COP25). Madrid, Espagne. Transcription récupérée sur le site Rev le 10 avril 2020 : <https://www.rev.com/blog/transcripts/greta-thunberg-un-climate-change-conference-speech-transcript>
- Thunberg, G. (2020). *Greta Thunberg Climate Crisis Full Speech at the World Economic Forum 2020* [Fichier vidéo]. Discours prononcé lors du Forum Économique Mondial. Davos, Suisse. Récupéré et transcrit depuis YouTube le 24 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=xDT96r410aI>
- Tisdall, E. K. M. (2008). Is the honeymoon over ? Children and young people's participation in public decision-making. *International Journal of Children's Rights*, 16, 419-429. doi:10.1163/157181808X311240
- Thomas, N. (2007). Towards a Theory of Children's Participation. *International Journal of Children's Rights*, 15, 199-218. doi:10.1163/092755607X206489
- Wyness, M. (2018). Agency. *Childhood, Culture & Society in a global context*, 72-80. Londres, Royaume-Uni: Sage.

Wyness, M. Harrison, L., & Buchanan, I. (2004). Childhood, Politics and Ambiguity: Towards and Agenda for Children's Political Inclusion. *Sociology*, 38, 81-99. Londres, Royaume-Uni: Sage. doi:10.1177/0038038504039362

Zermatten, J. & Stoecklin, D. (2009). Avant-propos. Dans J. Zermatten, & D. Stoecklin (Éds.), *Le droit des enfants de participer. Norme juridique et réalité pratique: contribution à un nouveau contrat social* (pp. 7-10). Sion, Suisse: Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) et Institut international des droits de l'enfant (IDE).

ANNEXES

Retranscription des différents discours d'Adélaïde Charlier, Anuna De Wever et Greta Thunberg depuis la plateforme YouTube, ainsi que récupération de discours déjà transcrits sur différents sites internet mentionnés en bibliographie.

Discours « Respect Existence or Expect Resistance » de Charlier Adélaïde (2019) et De Wever Anuna (2019a) au TEDxULB à Bruxelles

Adélaïde Charlier : Nightmares are scary dreams that occurs during certain stages of sleep. All of us, we have already experienced nightmares. Those terrifying hallucinations or scary pictures are so real that we shake and sweat fearing the end of our life. Thankfully nightmares end when we wake up and open our eyes and that is why we are here talking to you today because today the nightmare is here for those who dare to wake up and open their eyes. Studies show that nightmares are more frequent during childhood. Well between my 11th and 15th year I lived in Vietnam a dreamlike landscape place with its natural wonders : the terrace rice fields, the limestone pillars of Halong Bay, the mysterious caves, the tropical rainforests, and the white sand beaches. What I could see was real, but you know at the same time I was able to observe more and more typhoons, killing more and more people. I was there when floods of the Mekong ruined crops. Thousands of Vietnamese have already had to migrate to escape this damage. I was able to observe the erosions of beaches disappearing in the sea. Trust me you do not want to see that. Vietnam is one of the most vulnerable countries to climate change with its more than 3000 kilometers of coasts. At that time, it wasn't possible for me to close my eyes because the nightmare was right in front of me. And you know what's crazy is that those facts were actually predicted by the IPCC reports : you know the floods, hurricanes, typhoons. They do not just trigger randomly. They are scientifically predictable, because the planet is warming up and the temperature is rising. And this continuous rise is mostly due because of CO₂. Our country, Belgium, has slipped to the bottom of the class in terms of climate goals. If we do not take additional measures, we will miss our 2030 climate targets.

Anuna De Wever : When you see things like this happening you become afraid. Afraid and mostly angry. Your feeling of being powerless grows when 80,000 people come on the streets to demand an eco-pact that two days later won't even be signed. When you see forest fires, droughts, floods, hurricanes, but no political action. And when you see top politicians like Nicolas Hulot in France resigning, saying : "I do not longer want to give the illusion that my position within this government means we are handling this problem seriously, so I quit because I no longer want to lie." He literally resigned because he no longer wanted to lie. You know this earth is 4.6 billion years old. So let's kill that down to 46 years which means we've lived on this planet for approximately four hours. And our Industrial Revolution began one minute ago. In that time we already destroyed 50 % half of the rainforest worldwide, the very lungs of this planet. And that's when you reach a point of it's been enough. You know I am done. I am not letting my future be stolen in front of my very eyes anymore. And that's when my mom told me about Greta Thunberg. I'd never heard of her before, but I googled her. I saw what she was doing. I saw a speech and I thought this girl is a hummingbird. No, she's not going to save the climate crisis on her own, but at least she's doing her part. So, I'm gonna do mine. We released a video saying that we would demonstrate in front of the Parliament to demand climate justice and political action. When I went down to Brussels one week later followed by tree camera crews and around 20 people I remember thinking what if no one shows up. I mean this could either be the walk of shame or the walk of fame. And then we arrived and 3,000 people showed up. The week after that 15,000. The week after that 35,000 and before we knew it 120 countries were striking every week to demand climate justice. A whole world united over this one topic the climate crisis and a new generation was born. A generation of hope. A generation of climate warriors, but mostly a generation of change.

Adélaïde Charlier : As I said previously, nightmares are known to be more frequent during childhood. Indeed, the future generations will have to face regular nightmares. But trust me not during their sleep. They will have to face them clearly awake. You know this past weeks and even months, thousands and thousands of youth are brave enough to face the facts of climate change and claim for action. Well, we urge you. We must look at facts because facts reflect us. The hummingbird facing a forest fire, carried drop by drop water in its little beak to try and extinguish the fire. It was disparaged by the other animals. But you know what ? At least it was doing what it

could. Now take two hummingbirds, three, five, hundred, thousands. They are no longer just little birds. There are no longer just insignificant details. They become a huge [...] rising from the north of Europe to the south, from the east to the west, in the United States, in New Zealand, in Australia, rising all around the globe. Sometimes Anuna and I we are accused of being "catastrophists" or manipulated by the "conspiracy theories". This world is so strange. Who is truly awake ? And who is sleeping ? Like Alice in Wonderland, our world has fallen into the rabbit hole. Our world has become a so real story. But we believe that young strikers are awake. They stand up and ask adults not to turn their backs on the danger. Because as Churchill said : "If you run away from danger you'll double it. But if you face it you'll reduce it by half." Never run away from danger. Never. CO2 is rising but we need to reduce it. The IPCC report is clear we have 12 years. We have 12 years to react firmly. So we need collective actions to prevent a collective nightmare. But you know what ? The good news is that solutions exists. You know some little communities are already active. Plenty of scientists are giving us the solutions. And now many citizens are expecting action. So what is missing ? Courage. Courage and caring about the things that matters. Martin Luther King said : "Our lives end the day we become silent about what truly matters." Well we refused to stay silence and we dare to fight for what truly matters. You know every change in human history happens because a group of people dare to fight about the old system and demanded a new one. We will not change if we keep acting like we did during the past few decades.

Anuna De Wever : But we can be honest about it, right ? I mean we are not asking politicians and world leaders to help us because we are impressed by what they've done. It just because we don't have anything else. I mean we get that questioning the very foundations of our own system might seem very threatening. But it's the only way to build a new one. And yes we must stop putting millions and millions of dollars into saving this world and then billions and billions on destroying it. Because we are the future and we must promise ourselves to take care of this planet with the same love that we take care of our families. You know we get that it sometimes sounds impossible. How do you save an existential crisis ? But then again humanity has already showed how much it can do. We made the whole world run a technology in only one century. We ended not one but two world wars. And when we put a man on the moon. John F. Kennedy said : "We don't do this because it's easy. We do this because

it's hard." Things that had seen impossible years before became a reality. So yes, humanity already showed how much it can do. When was it ever more worthy to fight for it than now ? Thousands of people are coming on the streets every week because they believe in this revolution. They believe in their future and they are ready to fight for it. You know we are asking this for the children in Mozambique, the children of this world who are suffering, who have seen their cities destroyed by hurricanes. Their homes flooded by the rising sea level. For the millions of animal species that we kill every year. And the human lives, the human lives that have already been lost. For them we ask you to please be the change we need to see in this world. Not only to save our future, but also to save their present. You know the first step is the hardest. The first step is you leaving this room after our talks knowing that you will also have to be a part of the revolution. Knowing that you will also have to carry on this message and do everything in your power that you can do to save this planet and our future. But at the end of the day, that is up to you. Thank you.

Discours « Youth for Climate : le message d'Anuna De Wever aux jeunes du monde entier » de De Wever Anuna (2019b) pour le média Brut

[...]

When I saw what Greta Thunberg was doing in Sweden I thought this is so inspiring. We should you know make this bigger so [...] me and Kira we started. We post a video on social media and it went viral and then we did our first strike and we were there with 3000. So it was amazing.

[...]

I think I do belong to a global generation focus on climate change. I think this will be the issue of our generation and that we will all need to face. It's about our future.

[...]

The true doesn't necessarily comes out of the children's mouth. But we just say what we think, what we think is true, what we think is honest. We don't do the political games. We just [...] we can look at the system from a farther perspective. I don't really have the confidence in the political system. I think the system is really wrong because when we talk to politicians they say : "Yeah we want to do this and this and this, but we can't because of this and this and this." And so I think if that system is preventing you from taking real good care of this planet it's a wrong system. So change the system. Don't just close your eyes for it and take it as it is, no ! We don't owe anyone anything. We hold you responsible for the problems that are now here and we can just tell you that because it's our future.

[...]

I really want to tell the youth today that it's so important that we all fight to have a better climate policy, that we all need to work together. We really need to connect with each other and to look over over political parties and just... you know we are all on this world's globe... on this earth together so we really need to work together to try and fix our homes because our home is on fire. So we really need to get the water and to get the fire out. And we need to do it together right now.

Débat « Les jeunes pour le climat : une génération seule face au front ? » de De Wever Anuna (2020) lors du Festival du film et forum international sur les droits humains 2020 à Genève

[...]

I think obviously a lot of people for a long time have been thinking [...] the climate change, the climate crisis we now about this [...], but our politicians are probably dealing with it. This is also what I thought for a long time. And then in my case 8000 people came on the street in Belgium to demand that Belgium will be more ambitious on COP24. To sign the ambition coalition and we didn't. And then I start to realize that we are dealing with climate change and I start to look more things up and I know more about it. I talk to scientists and experts. And then I realize : "Oh wait a second politicians are not doing anything about this." And the moment you realize that you start to act. And I think Greta Thunberg was a big person for a lot of people to get inspired by, and to say : "Ok I want to do something." Because if our politicians say something about climate change or adults you think : "Yeah yeah sure sure." But then if there are little children sitting on the streets saying : "No, you're not doing anything and you need to start doing something." Then it gives a much bigger impression and more and more people came together. I think that was the moment when people start realizing that actually nobody is doing anything about this.

[...]

I think partly it is a generation thing because [...] mostly because there is a lot of young people on the streets, because it is about our future, it is about the rest of our lives. So obviously the sense of urgency, the sense of something needs to happen and we are not going to compromise is really big with young people about this issue. But I think the biggest problem is not generation or thing, because we see people from all ages coming on the streets and doing other things but amongst coming on the streets. But the mostly is an issue between politicians and scientists and I feel like young people are now the in between communicators between this two. And that's really hard because scientists have been shouting for years and years. IPCC has been existing over thirty years already saying : "Something is happen, there is a climate crisis." But politicians didn't listen. And young people had to come on the streets to say : "Yo this people are talking to you. You need to listen." And now there are negotiating and debating but not enough. We have on the European level the green deal, the climate

law. But it's totally green washing. It is not ambitious. There is nothing concrete in there. And so this is why it's really important that young people keep putting pressure for scientists to be heard and for the politicians to actually take actions.

[...]

I think that this is the hardest thing for politicians it is follow that this is about the system change. We constantly say that climate [...] we can talk about climate change but that is just the bottom. All the foundations that the system is building down are completely broken. We need a another economy. We need a another democracy, a new democracy. We need to include people. We need to think about equity. And this is why politicians cannot "solve climate change" because they need to rethink everything.

[...]

I think it's both. I think first that a lot of politicians I meet they don't deny climate change but they minimalize it. And that is actually bigger problem because people tend to follow it more. But the other thing is also that politicians I think for them is really hard to grasp how big it is. They don't understand it. They don't read the IPCC reports or they try to write policies on things that they don't really understand. And I think for them, too many of them, still think there is an alternative. [...] Like : "If we hit the two degrees it's okay [...]. We will see where we go." I was talking to the vice-president of the European Commission lately and he was actually dealing with the green deal and the climate law and he told me to be more positive. And he said : "Yes, yes I know there is a lot of problem with everything but you know you just got to have faith and I'm sure that there will be new technologies." But he is talking about my future, about the rest of my life, so obviously I'm not going to be hopeful about something that is not there yet.

[...]

I think the main thing that our politicians have to solve, and just any policymakers and world leaders, is to start realizing that is not a choice and there is no alternative. And I mean they heard about so many things like for example refugees. Because of climate change by 2050 we will have two hundred million extra refugees. So if you heard about refugees, you have to do everything against climate change. They heard about our economy that it would collapse if we take extreme measures to take out the climate crisis, but there will be no economy if we don't do anything about climate crisis. So this are things that our politicians need to start realizing. That there is no alternative and

that there is no choice. And if we are coming on the streets instead of studying, we're also sacrificing it. And we are making a big sacrifice, because we realize we don't have anything with our degree if there is no long term future for us. If we don't have a life after this. I mean a lot of [...] say : "You should go to school. You can study sciences and then you can help us take the climate crisis." But this means they don't understand anything about how short term... right now we have to act about the carbon budget that would be over in 8 years, about feedback loops, about so many aspects that they are not thinking about right now. And that's also that they don't understand the sense of urgency that a lot of young people on the streets do have.

[...]

I think [...] there is a lot of opportunities of very easy things that we can just change. I mean we are doing very counterproductive things right now. We are investing billions of dollars into destroying this world and then millions of dollars trying to saving it. We are just working against each other basically. This is something that [...] I mean on a local level we can achieve a lot certainly [...] in cities you can do a lot of things. I think also young people are really trying to prove the fact that there are just cycling to school and to university. And there are using public transports. But the thing is you know our politicians can say individually you have to be super ecofriendly, you have to do everything you can. But they are making it quiet impossible because our society is completely fossil fuels based. And so if you want to take public transports but you train is 10 minutes late every damn day, you are not going to take public transports anymore. So they had to also invest in this things so that people can make this changes. But on a local level, on an individual level there is so many opportunities there are not taking right now. For example, the fact that we can still buy so much plastic in stores. And I was talking with the party leader of the extreme right party in Belgium about this and I was telling him you don't have to tell people not to buy any plastic bottles anymore, just don't sell them anymore. And then he says : "You are fascist, you are not democratic. People want to buy plastic bottles, so then you put them in the stores." This is a good example of [...] he is not realizing what this all mean.

[...]

For us, it was always been very important to keep pressing the fact that we are not bellowing to any party. Because in the beginning a lot of people said : "You are just from the greens. And the greens are asking you to do this and that" which is completely untrue. And the thing is that all climate activists are directly push to the left

side saying : "You are with the greens you are left." And the right side [...] they are not involve in climate change. They don't care about it. So it is completely divided subjects. You can also see in the parliament, also in a local level. And this is super bad, because climate change is the most general thing ever. It is not about left or right. And so it's super important to keep telling everybody : We are for all politicians and every party need to make the climate crisis a priority right now.

[...]

Well for me it's actually easy to answer because in Belgium we made a climate report specially focus on the legalization in Belgium, the policy in Belgium, to directly implement. There were experts of climate change obviously, experts in economy, there were sociologists, there were politicians. It's a mix of everything because the climate crisis is everything, so every sector and every aspect need to be represented in a panel like this. This is why for me it's very hard to only see politicians making legislations and policies because they do not represent who needs to be there.

[...]

One of the very important thing for us to realize is that we are actually very privilege to be able to be climate activist, to be able to strike, to come on the streets, to be civil disobedient. I was recently in the Amazon forest in Latin America and there I found a lot of climate activists who are really trying to push but the things that they can do are so much less. And so this is a privilege we have, but it's also [...] a big responsibility to do anything we can. [...] the global South in this picture is very important because as I was saying the climate crisis is about a system change which means we also need to tackle the huge inequalities that we are still living with. And we also need to really involve the global South [...] because there are so many activists there that have been fighting for ages, for their lives, and they are the ones most vulnerable to the climate crisis.

[...]

Exactly. And this is also one of the big thing : the climate crisis is actually a human rights crisis. And this makes it all responsible to fight through it because we talk about climate like : "Yeah yeah climate I know I know." But this is about people. This is about people who are dying. So yes we are super responsible to do something.

[...]

I think radical action, for example like Action Rebellion, is a good thing. Because it really shows people that things are super serious and urgent. But this is hard to get

people to do very radical things. And we see that even skipping schooling and coming on the streets was for a lot of young people a very hard thing to do. There need to be balance of different movements doing different things some civil disobedient some not. But I think the most important part is that everybody says : "No matter what we, we need to do something now, because there is a sense of urgency that you are not getting."

[...]

I was talking to [...] he actually told me : "You know the biggest problem that we are facing is despair and people who are afraid." But I do not agree because people are not falling down in grocery stores crying for their lives. The climate crisis is super urgent and it is normal that people are scared and getting a bit depressed. Because we are doing this for so long and obviously like : "Can you please act. Can you please do something." So I get that people are getting a bit tired of this. But I think more and more people should be a bit afraid because I think the biggest problem we are facing is that many people are not afraid. For the people who are activist, who are doing this for so long, it is a marathon. It is not a sprint. We run a million miles, but we still got a million miles to go.

[...]

I think [...] the role of young people in this climate crisis, in this fight, is misunderstood a lot because when we talk to politicians a lot of them are saying : "So what do you want me to do ?" And obviously I don't know I'm 18 years old. I just graduated from high school. I have no clue how to solve the climate crisis. But I know that there is a lot of people who do know. A lot of experts, from the IPCC who have recommendations and solutions. And it's time to listen to them. So as I said in the beginning, young people, what we are doing coming on the streets, it shouldn't actually be our responsibility. We shouldn't actually have to skip school to ask our politicians : "Please fight for our future." So I don't think we have any role to play, but for now it seems we have and we have taken a part in this and now I feel we are communicating between politicians and scientists. And open till today, politicians are more likely to invite young people than scientists.

Discours « School strike for climate. Save the world by changing the rules » de Thunberg Greta (2018a) au TEDxSTOCKHOLM

When I was about eight years old, I first heard about something called climate change or global warming. Apparently, that was something humans have created by our way of living. I was told to turn off the lights to save energy and to recycle paper to save resources. I remember thinking that it was very strange that humans, who are an animal species among others, could be capable of changing the Earth's climate. Because if we were, and if it was really happening, we wouldn't be talking about anything else. As soon as you'd turn on the TV, everything would be about that. Headlines, radio, newspapers, you would never read or hear about anything else, as if there was a world war going on. But no one ever talked about it. If burning fossil fuels was so bad that it threatened our very existence, how could we just continue like before ? Why were there no restrictions ? Why wasn't it made illegal ? To me, that did not add up. It was too unreal. So when I was 11, I became ill. I fell into depression. I stopped talking and I stopped eating. In two months, I lost about 10 kilos of weight. Later on, I was diagnosed with Asperger syndrome, OCD and selective mutism. That basically means I only speak when I think it's necessary. Now is one of those moments. For those of us who are on the spectrum, almost everything is black or white. We aren't very good at lying and we usually don't enjoy participating in this social game that the rest of you seem so fond of. I think in many way that we autistic are the normal ones and the rest of the people are pretty strange. Especially when it comes to the sustainability crisis. When everyone keeps saying climate change is an existential threat and the most important issue of all and yet they just carry on like before. I don't understand that, because if the emissions have to stop, then we must stop the emissions. To me that is black or white. There are no gray areas when it comes to survival. Either we go on as a civilization or we don't. We have to change.

Rich countries like Sweden need to start reducing emissions by at least 15 percent every year. And that is so that we can stay below a two-degree warming target. Yet, as the IPCC have recently demonstrated, aiming instead for 1.5 degrees Celsius would significantly reduce the climate impacts. But we can only imagine what that means for reducing emissions. You would think the media and everyone of our leaders would be talking about nothing else but they never even mention it. Nor does anyone ever mention the greenhouse gases already locked in the system. Nor that air pollution is

hiding a warming so that when we stop burning fossil fuels, we already have an extra level of warming perhaps as high as 0.5 to 1.1 degrees Celsius. Furthermore does hardly anyone speak about the fact that we are in the midst of the sixth mass extinction, with up to 200 species going extinct every single day. That the extinction rate is today between 1,000 and 10,000 times higher than what is seen as normal. Nor does hardly anyone ever speak about the aspect of equity or climate justice, clearly stated everywhere in the Paris Agreement, which is absolutely necessary to make it work on a global scale. That means that rich countries need to get down to zero emissions within 6 to 12 years with today's emission speed. And that is so that people in poorer countries can have a chance to heighten their standard of living by building some of the infrastructure that we have already built, such as roads, schools, hospitals, clean drinking water, electricity, and so on. Because how can we expect countries like India or Nigeria to care about the climate crisis if we who already have everything don't care even a second about it or our actual commitments to the Paris Agreement. So, why are we not reducing our emissions ? Why are they in fact still increasing ? Are we knowingly causing a mass extinction ? Are we evil ? No, of course not. People keep doing what they do because the vast majority doesn't have a clue about the actual consequences of our everyday life, and they don't know the rapid change is required. We all think we know, and we all think everybody knows. But we don't. Because how could we ? If there really was a crisis, and if this crisis was caused by our emissions, you would at least see some signs. Not just flooded cities, tens of thousands of dead people, and whole nations leveled to piles of torn down buildings. You would see some restrictions. But no. And no one talks about it. There are no emergency meetings, no headlines, no breaking news. No one is acting as if we were in a crisis. Even most climate scientists or green politicians keep on flying around the world, eating meat and dairy.

If I live to be 100, I will be alive in the year 2103. When you think about the future today, you don't think beyond the year 2050. By then, I will, in the best case, not even have lived half of my life. What happens next ? The year 2078, I will celebrate my 75th birthday. If I have children or grandchildren, maybe they will spend that day with me. Maybe they will ask me about you, the people who were around back in 2018. Maybe they will ask why you didn't do anything while there still was time to act. What we do or don't do right now will affect my entire life and the lives of my children and grandchildren. What we do or don't do right now, me and my generation can't undo

in the future. So when school started in August of this year, I decided that this was enough. I set myself down on the ground outside the Swedish parliament. I school strike for the climate. Some people say that I should be in school instead. Some people say that I should study to become a climate scientist so that I can "solve the climate crisis." But the climate crisis has already been solved. We already have all the facts and solutions. All we have to do is to wake up and change. And why should I be studying for a future that soon will be no more ? When no one is doing anything whatsoever to save that future ? And what is the point of learning facts in the school system when the most important facts given by the finest science of that same school system clearly means nothing to our politicians and our society. Some people say that Sweden is just a small country, and that it doesn't matter what we do. But I think that if a few children can get headlines all over the world just by not coming to school for a few weeks, imagine what we could all do together if you wanted to.

Now we're almost at the end of my talk. And this is where people usually start talking about hope, solar panels, wind power, circular economy, and so on, but I'm not going to do that. We've had 30 years of pep talking and selling positive ideas. And I'm sorry, but it doesn't work. Because if it would have, the emissions would have gone down by now. They haven't. And yes, we do need hope. Of course we do. But the one thing we need more than hope is action. Once we start to act, hope is everywhere. So instead of looking for hope, look for action. Then, and only then, hope will come. Today, we use 100 million barrels of oil every single day. There are no politics to change that. There are no rules to keep that oil in the ground. So we can't save the world by playing by the rules, because the rules have to be changed. Everything needs to change. And it has to start today. Thank you.

Discours « Greta Thunberg full speech at UN Climate Change COP24 Conference » de Thunberg Greta (2018b) lors de la 24e Conférence des parties (COP24) en Pologne

My name is Greta Thunberg. I am 15 years old and I am from Sweden. I speak on behalf of climate justice now.

Many people say that Sweden is just a small country and it doesn't matter what we do. But I've learned you are never too small to make a difference. And if a few children can get headlines all over the world just by not going to school, then imagine what we could all do together if we really wanted to. But to do that, we have to speak clearly no matter how uncomfortable that may be. You only speak of green eternal economic growth because you are too scared of being unpopular. You only talk about moving forward with the same bad ideas that got us into this mess even when the only sensible thing to do is pull the emergency brake. You are not mature enough to tell it like is. Even that burden you leave to us, children. But I don't care about being popular. I care about climate justice and the living planet. Our civilization is being sacrificed for the opportunity of a very small number of people to continue making enormous amounts of money. Our biosphere is being sacrificed so that rich people in countries like mine can live in luxury. It is the sufferings of the many which pay for the luxuries of the few.

The year 2078, I will celebrate my 75th birthday. If I have children maybe they will spend that day with me. Maybe they will ask me about you. Maybe they will ask why you didn't do anything while there still was time to act. You say you love your children above all else, and yet you are stealing their future in front of their very eyes. Until you start focusing on what needs to be done rather than what is politically possible, there is no hope. We cannot solve a crisis without treating it as a crisis. We need to keep the fossil fuels in the ground and we need to focus on equity. And if solutions within the system are so impossible to find maybe we should change the system itself. We have not come here to beg world leaders to care. You have ignored us in the past and you will ignore us again. We have run out of excuses and we are running out of time. We have come here to let you know that change is coming whether you like it or not. The real power belongs to the people. Thank you.

Discours « Greta Thunberg's speech to UN Secretary-General António Guterres » de Thunberg Greta (2018c) lors de son passage à la COP24 en Pologne

[...]

For 25 years countless of people have stood in front of the United Nations climate conferences asking our nation's leaders to stop the emissions. But clearly this has not worked since the emissions just continue to rise. So I will not ask them anything. Instead, I will ask the people around the world to realize that our political leaders have failed us. Because we are facing an existential threat and there is no time to continue down this road of madness.

Rich countries like Sweden need to start reducing emissions by at least 15 % every year to stay below the 2 degree warming target. You would think the media and every one of our leaders would be talking about nothing else, but they never even mention it. Nor does hardly anyone ever mention that we are in the midst of the sixth mass extinction with up to 200 species going extinct every single day. Furthermore, does no one ever speak about the aspect of equity clearly stated in the Paris Agreement which is absolutely necessary to make it work on a global scale. That means that rich countries, like mine, need to get down to zero emissions within 6 to 12 years with today's emission speed. Because how can we expect countries like India, Colombia or Nigeria to care about the climate crisis if we, who already have everything, don't care even a second about our actual commitments to the Paris Agreement ?

So when school started in August this year I sat myself down on the ground outside the Swedish parliament. I school strike for the climate. Some people say that I should be in school instead. Some people say that I should study to become a climate scientist so that I can "solve the climate crisis." But the climate crisis has already been solved. We already have all the facts and solutions. And why should I be studying for a future that soon may be no more ? When no one is doing anything to save that future ? And what is the point of learning facts when the most important facts clearly mean nothing to our society ?

Today we use 100 million barrels of oil every single day. There are no politics to change that. There are no rules to keep that oil in the ground. So we can't longer save the world by playing by the rules. Because the rules have to be changed. So we have not come here to beg the world leaders to care for our future. They have ignored us in the past and they will ignore us again. We have come here to let them know that change

is coming whether they like it or not. The people will rise to the challenge. And since our leaders are behaving like children, we will have to take the responsibility they should have taken long ago. Thank you.

Discours « Greta Thunberg full speech to UK Parliament » de Thunberg Greta (2019a) devant les députés du Parlement du Royaume-Uni à Londres

[My name is Greta Thunberg. I am 16 years old. I come from Sweden and I speak on behalf of future generations. I know many of you don't want to listen to us. You say we are just children. But we're only repeating the message of the united climate science. Many of you appear concerned that we are wasting valuable lesson time, but I assure you we will go back to school the moment you start listening to science and give us a future. Is that really too much to ask ?]

In the year 2030 I will be 26 years old. My little sister Beata will be 23. Just like many of your own children or grandchildren. That is a great age, we have been told. When you have all of your life ahead of you. But I am not so sure it will be that great for us.

I was fortunate to be born in a time and place where everyone told us to dream big. I could become whatever I wanted to. I could live wherever I wanted to. People like me had everything we needed and more. Things our grandparents could not even dream of. We had everything we could ever wish for and yet now we may have nothing. Now we probably don't even have a future any more. Because that future was sold so that a small number of people could make unimaginable amounts of money. It was stolen from us every time you said that the sky was the limit, and that you only live once. You lied to us. You gave us false hope. You told us that the future was something to look forward to. And the saddest thing is that most children are not even aware of the fate that awaits us. We will not understand it until it's too late. And yet we are the lucky ones. Those who will be affected the hardest are already suffering the consequences. But their voices are not heard.

Around the year 2030, 10 years, 252 days and 10 hours away from now, we will be in a position where we set off an irreversible chain reaction beyond human control, that will most likely lead to the end of our civilization as we know it. That is unless in that time, permanent and unprecedented changes in all aspects of society have taken place, including a reduction of CO2 emissions by at least 50 %. And please note that these calculations are depending on inventions that have not yet been invented at scale, inventions that are supposed to clear the atmosphere of astronomical amounts of carbon dioxide. Furthermore, these calculations do not include unforeseen tipping points and feedback loops like the extremely powerful methane gas escaping from rapidly thawing arctic permafrost. Nor do these scientific calculations include already locked-in warming hidden by toxic air pollution. Nor the aspect of equity, or climate

justice, clearly stated throughout the Paris Agreement, which is absolutely necessary to make it work on a global scale. We must also bear in mind that these are just calculations. Estimations. That means that these “points of no return” may occur a bit sooner or later than 2030. No one can know for sure. We can, however, be certain that they will occur approximately in these timeframes, because these calculations are not opinions or wild guesses. These projections are backed up by scientific facts, concluded by all nations through the IPCC. Nearly every single major national scientific body in the world unreservedly supports the work and findings of the IPCC. Is my microphone really on ? Did you hear me ? Is my English OK ? Because I'm beginning to wonder.

During the last six months I have travelled around Europe for hundreds of hours in trains, electric cars and buses, repeating these life-changing words over and over again. But no one seems to be talking about it, and nothing has changed. In fact, the emissions are still rising. When I have been travelling around to speak in different countries, I am always offered help to write about the specific climate policies in specific countries. But that is not really necessary. Because the basic problem is the same everywhere. And the basic problem is that basically nothing is being done to halt, or even slow, climate and ecological breakdown, despite all the beautiful words and promises.

The UK, however, is very special. Not only for its mind-blowing historical carbon debt, but also for its current very creative carbon accounting. Since 1990 the UK has achieved a 37 % reduction of its territorial CO₂ emissions, according to the Global Carbon Project. And that does sound very impressive. But these numbers do not include emissions from aviation, shipping and those associated with imports and exports. If these numbers are included the reduction is around 10 % since 1990, or an average of 0.4 % a year, according to Tyndall Center in Manchester. And the main reason for this reduction is not a consequence of climate policies, but rather a 2001 EU directive on air quality that started the UK to close down its very old and extremely dirty coal power plants and replace them with less dirty gas power stations. And switching from one disastrous energy source to a slightly less disastrous one will of course result in a lowering of emissions.

But perhaps the most dangerous misconception about the climate crisis is that we have to “lower” our emissions. Because that is far from enough. Our emissions have to stop if we are to stay below 1.5 or 2 degrees of warming. The lowering of emissions is of course necessary but it is only the beginning of a fast process that must lead to a

stop within a couple of decades, or less. That rules out most of today's politics. The fact that we are speaking of "lowering" instead of "stopping" emissions is perhaps the greatest force behind the continuing business as usual. The UK's active current support of new exploitation of fossil fuels, like for example, the UK shale gas fracking industry, the expansion of its North Sea oil and gas fields, the expansion of airports as well as the planning permission for a brand new coal mine, is beyond absurd. This ongoing irresponsible behavior will no doubt be remembered in history as one of the greatest failures of humankind.

People always tell me and the other millions of school strikers that we should be proud of ourselves for what we have accomplished. But the only thing that we should look at is the emission curve. And I'm sorry, but it's still rising. That curve is the only thing we should look at. Every time we make a decision we need to ask ourselves : "How will this decision impact that curve ?" We should no longer measure our wealth and success in the curve which shows economic growth, but in the graph which shows the emissions of greenhouse gases. We should no longer only ask : "Have we got enough money to go through with this ?" But also : "Have we got enough of the carbon budget to spare to go through with this ?" That should and must become the center of our new economics.

Many people say that we don't have any solutions to the climate crisis. And they are right of course. Because how could we ? How do you "solve" the greatest crisis that humanity has ever faced ? How do you "solve" a war ? How do you "solve" going to the moon for the first time ? How do you "solve" inventing new inventions ?

The climate crisis is both the easiest and the hardest issue we have ever faced. The easiest because we know what we must do. We must stop the emissions of greenhouse gases. The hardest because our current economics are still totally dependent on burning fossil fuels, and thereby destroying ecosystems in order to create everlasting economic growth.

"So, exactly how do we "solve" that ?" you ask us – the children school strikers for the climate.

And we say : "No one knows for sure. But we have to stop burning fossil fuels and restore nature and many other things that we may not have quite figured out yet."

"That's not an answer !", you say.

So we say : "We have to start treating this crisis like a crisis, and act even if we don't have all the solutions and act now".

"That's still not an answer !", you say.

Then we start talking about circular economy, rewilding nature and the need for a just transition. Then you don't understand what we are talking about. We say that all those solutions needed are not known to anyone and therefore we must unite behind the science and find them together along the way. But you do not listen to that. Because those answers are for solving a crisis that most of you don't even fully understand. Or don't want to understand. You don't listen to the science because you are only interested in solutions that will enable you to carry on like before. Like now. And those answers don't exist anymore. Because you did not act in time.

Avoiding climate breakdown will require cathedral thinking. We must lay the foundation while we may not know exactly how to build the ceiling. Sometimes we just simply have to find a way. The moment we decide to fulfil something, we can do anything. And I'm sure that the moment we start behaving as if we were in an emergency, we can avoid climate and ecological breakdown. Humans are very adaptable. We can still fix this. But the opportunity to do so will not last for long. We must start today. We have no more excuses.

We children are not sacrificing our education and our childhood for you to tell us what you consider is politically possible in the society that you have created. We have not taken to the streets for you to take selfies with us, and tell us that you really admire what we do. We children are doing this to wake the adults up. We children are doing this for you to put your differences aside and start acting as you would in a crisis. We children are doing this because we want our hopes and dreams back.

I hope my microphone was on. I hope you could all hear me. Thank you.

Discours « Greta Thunberg's speech accepting the Ambassador of Conscience Award 2019 » de Thunberg Greta (2019b) lors de la remise du prix Ambassadeur de la Conscience 2019 d'Amnesty International à Washington

Thank you everyone. I am so honored to be in this room with so many amazing people. Please give yourself an applause.

This award is for all of those millions of people, young people, around the world who together make up the movement called Fridays for Future. All these fearless youth, fighting for their future. A future they should be able to take for granted.

But as it looks now, they cannot. With our business as usual, we are currently on track for a world that could displace billions of people from their homes, taking away even the most basic living conditions for countless of people. Making areas of the world uninhabitable for humans.

The fact that this will create huge conflict and unspoken suffering is far from a secret. And yet, the link between the climate and ecological emergency, mass migration, famine, violations of human rights and war is still not clear to many people. The changes and the politics required to take on the crisis simply doesn't exist today. That is why every single one of us must push from every possible angle, to hold those responsible accountable and to make the people in power act and to take the measures required. We, who together are the movement Fridays for Future, we are fighting for our lives. But not only that, we are also fighting for our future children and grandchildren, for future generations, for every single living being on earth, whose biosphere we share, whose biosphere we are stealing, whose biosphere we are ruining. We are fighting for everyone. For you. For the people living in areas of the world that are already suffering the consequences from the first stages of the climate and ecological emergency. People who breathe toxic air, who drink contaminated water, who have to flee their homes because of climate and environmental-related disasters. Indigenous communities whose lands and waters are being destroyed. People whose food and water supply is being threatened by environmental-related catastrophes, stronger and more frequent droughts, rainfalls, storms, or melting glaciers. Whole nations are now literally being left in ruins or disappearing underneath rising sea levels. People are dying. And yet, so many of us keep looking away.

The world has never seen a threat to human rights of this scope. So said by the UN Rights chief, Michelle Bachelet, recently during the UN Human Rights council in

Geneva, referring to the climate crisis. She said, the economies of all nations, the institutional, political, social, and cultural fabric of every state, and the rights of all our people and future generations will be impacted. This is exactly the clarity we need now from governments and the people in power.

Rights now, the world's emissions of greenhouse gasses keep rising rapidly. The destruction of natural habitats are continued at horrendous speed despite all of the beautiful words and promises from our leaders. We are still moving in the wrong direction with unimaginable pace. It may seem impossible to pull the emergency break, and yet that is what we have to do.

But right now, I think there is an awakening going on. Even though it is slow, the pace is picking up and the debate is shifting. This is thanks to a lot of different reasons, but it is a lot because of countless of activists and especially young activists. Activism works. So what I'm telling you to do now, is to act. Because no one is too small to make a difference. I'm urging all of you to take part in the global climate strikes on September 20th and September 27th. And just one last thing, see you on the streets !

Discours « Climate Action Summit 2019 » de Thunberg Greta (2019c) lors du Sommet mondial des Nations Unies pour le climat à New York

My message is that we'll be watching you. This is all wrong. I shouldn't be up here. I should be back in school on the other side of the ocean. Yet you all come to us young people for hope. How dare you ! You have stolen my dreams and my childhood with your empty words. And yet I'm one of the lucky ones. People are suffering. People are dying. Entire ecosystems are collapsing. We are in the beginning of a mass extinction and all you can talk about is money and fairy tales of eternal economic growth. How dare you !

For more than 30 years, the science has been crystal clear. How dare you continue to look away and come here saying that you're doing enough when the politics and solutions needed are still nowhere in sight. You say you hear us and that you understand the urgency. But no matter how sad and angry I am I do not want to believe that. Because if you really understood the situation and still kept on failing to act then you would be evil. And that I refuse to believe.

The popular idea of cutting our emissions in half in 10 years only gives us a 50 % chance of staying below 1.5 degrees and the risk of setting off irreversible chain reactions beyond human control. Fifty percent may be acceptable to you. But those numbers do not include tipping points, most feedback loops, additional warming hidden by toxic air pollution or the aspects of equity and climate justice. They also rely on my generation sucking hundreds of billions of tons of your CO₂ out of the air with technologies that barely exist. So a 50 % risk is simply not acceptable to us, we who have to live with the consequences. To have a 67 % chance of staying below a 1.5 degrees global temperature rise, the best odds given by the IPCC, the world had 420 gigatons of CO₂ left to emit back on January 1st 2018. Today that figure is already down to less than 350 gigatons. How dare you pretend that this can be solved with just "business as usual" and some technical solutions ? With today's emissions levels, that remaining CO₂ budget will be entirely gone within less than 8 and a half years.

There will not be any solutions or plans presented in line with these figures here today because these numbers are too uncomfortable. And you are still not mature enough to tell it like it is. You are failing us. But young people are starting to understand your betrayal. The eyes of all future generations are upon you. And if you choose to fail us, I say : we will never forgive you !

We will not let you get away with this. Right here, right now is where we draw the line. The world is waking up. And change is coming whether you like it or not. Thank you.

Discours « Greta Thunberg UN Climate Change Conference Speech Transcript » de Thunberg Greta (2019d) lors de la 25^e Conférence des parties (COP25) à Madrid

Hi. A year and a half ago, I didn't speak to anyone unless I really had to, but then I found a reason to speak. Since then, I've given many speeches and learned that when you talk in public, you start with something personal or emotional to get everyone's attention. Say things like, our house is on fire, I wanted to panic or how dare you. But today I will not do that because then those phrases are all that people focus on. They don't remember the facts, the very reason why I say those things in the first place, we no longer have time to leave out the science. For about a year I have been constantly talking about our rapidly declining carbon budgets over and over again. But since that is still being ignored, I will just keep repeating it. In chapter two, on page 108 in the SR 1.5 IPCC report that came out last year, it says that if we ought to have a 6 % to 7 % chance of limiting the global temperature rise to below 1.5 degrees Celsius, we had on January 1, 2018, 420 gigatons of CO₂ left to emit in that budget. And of course that number is much lower today as we emit about 42 gigatons of CO₂ every year including land use.

With today's emissions levels, that remaining budget will be gone within about eight years. These numbers aren't anyone's opinions or political views. This is the current best available science. Though many scientists suggest these figures are too moderate. These are the ones that have been accepted through the IPCC, and please note that these figures are global and therefore do not say anything about the aspect of equity, which is absolutely essential to make the Paris Agreement to work on a global scale. That means that richer countries need to do their fair share and get down to real zero emissions much faster and then help poorer countries do the same, so people in less fortunate parts of the world can raise their living standards. These numbers also don't include most feedback loops, nonlinear tipping points, or additional warming hidden by toxic air pollution.

Most models assume, however, that future generations will somehow be able to suck hundreds of billions of tons of CO₂ out of the air with technologies that do not exist in the scale required and maybe never will. The approximate 6 % to 7 % chance budget is the one with the highest odds given by the IPCC. And now we have less than 340 gigatons of CO₂ left to emit in that budget to share fairly.

Why is it so important to stay below 1.5 degrees ? Because even at one degree people are dying from the climate crisis. Because that is what the United Science calls for to avoid destabilizing the climates. So that we have the best possible chance to avoid setting off irreversible chain reactions such as melting glaciers, polar ice and thawing Arctic permafrost. Every fraction of a degree matters. So there it is, again. This is my message. This is what I want you to focus on.

So please tell me, how do you react to these numbers without feeling at least some level of panic ? How do you respond to the fact that basically nothing is being done about this without feeling the slightest bit of anger ? And how do you communicate this without sounding alarmist ? I would really like to know. Since the Paris Agreement, global banks have invested 1.9 trillion U.S. dollars in fossil fuels. One hundred companies are responsible for 71 % of global emissions. The G20 countries account for almost 80 % of total emissions. The richest 10 % of the world's population produce half of our CO₂ emissions, while the poorest 50 % account for just one tenth. We indeed have some work to do, but some more than others.

Recently, a handful of rich countries pledged to reduce their emissions of greenhouse gases by so-and-so many percent by this or that date or to become climate neutral or net zero in so-and-so many years. This may sound impressive at first glance, but even though the intentions may be good, this is not leadership. This is not leading. This is misleading because most of these pledges do not include aviation, shipping, and imported and exported goods and consumption. They do, however, include the possibility of countries to offset their emissions elsewhere. These pledges don't include the immediate yearly reduction rates needed for wealthy countries, which is necessary to stay within the remaining tiny budget. Zero in 2050 means nothing, if high emission continues even for a few years, then the remaining budget will be gone. Without seeing the full picture, we will not solve this crisis. Finding holistic solutions is what the cup should be all about, but instead it seems to have turned into some kind of opportunity for countries to negotiate loopholes and to avoid raising their ambition.

Countries are finding clever ways around having to take real action. Like double counting emissions reductions and moving their emissions overseas and walking back on their promises to increase ambition or refusing to pay for solutions or loss of damage. This has to stop. What we need is real drastic emission cuts at the source, but of course just reducing emissions is not enough. Our greenhouse gas

emissions has to stop to stay below 1.5 degrees. We need to keep the carbon in the ground. Only setting up distant dates and saying things which give the impression of the action is underway will most likely do more harm than good because the changes required are still nowhere in sight. The politics needed does not exist today despite what you might hear from world leaders. And I still believe that the biggest danger is not inaction. The real danger is when politicians and CEOs are making it look like real action is happening when in fact almost nothing is being done apart from clever accounting and creative PR.

I have been fortunate enough to be able to travel around the world. And my experience is that the lack of awareness is the same everywhere, not the least amongst those elected to lead us. There is no sense of urgency whatsoever. Our leaders are not behaving as if we were in an emergency. In an emergency you change your behavior. If there is a child standing in the middle of the road and cars are coming at full speed, you don't look away because it's too uncomfortable. You immediately run out and rescue that child. And without that sense of urgency, how can we, the people understand that we are facing a real crisis. And if the people are not fully aware of what is going on, then they will not put pressure on the people in power to act. And without pressure from the people our leaders can get away with basically not doing anything, which is where we are now. And around and around it goes.

In just three weeks. We will enter a new decade, a decade that will define our future. Right now we are desperate for any sign of hope. Well, I'm telling you, there is hope. I have seen it, but it does not come from the governments or corporations. It comes from the people. The people who have been unaware, but are now starting to wake up. And once we become aware, we change. People can change. People are ready for change. And that is the hope because we have democracy and democracy is happening all the time. Not just on election day, but every second and every hour. It is public opinion that runs the free world. In fact, every great change throughout history has come from the people. We do not have to wait. We can start the change right now. We the people. Thank you.

Discours « Greta Thunberg Climate Crisis Full Speech at the World Economic Forum 2020 » de Thunberg Greta (2020) lors du Forum Économique Mondial à Davos, Suisse

One year ago I came to Davos and told you that our house is on fire. I said I wanted you to panic. I've been warned that telling people to panic about the climate crisis is a very dangerous thing to do. But don't worry it's fine. Trust me I've done this before and I can assure you it doesn't lead to anything. And for the record where were children tell you to panic we're not telling you to go on like before. We're not telling you to rely on technologies that don't even exist today at scale and that science says perhaps never will. We are not telling you to keep talking about reaching net zero emissions or carbon neutrality by cheating and fiddling around with numbers. We're not telling you to offset your emissions by just paying someone else to plant trees in places like Africa while at the same time forests like the Amazon are being slaughtered at an infinitely higher rate. Planting trees is good of course but it's nowhere near enough of what is needed and it cannot replace real mitigation and rewilding nature. And let's be clear we don't need a low-carbon economy. We don't need to lower emissions. Our emissions have to stop if we are to have a chance to stay below the 1.5 degree target. And until we have the technologies that at scale can put our emissions to [...] that we must forget about net zero. We need real zero. Because distant net zero emission targets will mean absolutely nothing if we just continue to ignore the carbon dioxide budgets that applies for today not distant future dates. If high emissions continue like now even for a few years that remaining budgets will soon be completely used up. The fact that the USA is leaving the Paris Accord seem to outrage and worry everyone and it should. But the fact that we are all about to fail the commitments you signed up for in the Paris Agreement doesn't seem to bother the people in power even the least. Any plan or policy of yours that doesn't include radical emission cuts at the source starting today is completely insufficient for meeting the 1.5 or well below 2 degrees commitments of the Paris Agreement. And again this is not about right or left. We couldn't care less about your party politics. From sustainability perspective the right, the left as well as the center have all failed. No political ideology or economic structure has been able to tackle the climate and environmental emergency and create a cohesive and sustainable world. Because that world, in case you haven't noticed, is currently on fire. You say : "Children shouldn't worry." You say : "Just leave this to us. We will fix this. We promise we won't let you down. Don't be so pessimistic."

And then nothing. Silence or something worse than silence. Empty words and promises which give the impression that sufficient action is being taken. All the solutions are obviously not available within today's societies. Nor do we have the time to wait for new technological solutions to become available to start drastically reducing our emissions. So of course the transition isn't going to be easy. It will be hard and unless we start facing this now together with all cards on the table we won't be able to solve this in time. In the days running up to the 50th anniversary of the World Economic Forum I joined a group of climate activists demanding that you the world's most powerful and influential business and political leaders begin to take the action needed. We demand at this year's World Economic Forum participants from all companies, banks, institutions and governments immediately hold all investments in fossil fuel exploration and extraction. Immediately end all fossil fuels subsidies and immediately and completely divest from fossil fuels. We don't want these things done by 2050, 2030 or even 2021. We want this done now. It may seem like we are asking for a lot and you will of course say that we are naive. But this is just the very minimum amount of effort that is needed to start the rapid sustainable transition. So either you do this we are gonna have to explain to your children why you are giving up on the 1.5 degree target. Giving up without even trying. Well I'm here to tell you that, unlike you, my generation will not give up without a fight. The facts are clear but they are still too uncomfortable for you to address. You just leave it because you think it's too depressing and people will give up. But people will not give up. You are the ones who are giving up. Last week, I met with Polish coal miners who lost their jobs because their mine was closed. And even they had not given up. On the contrary they seem to understand the fact that we need to change more than you do. I wonder what will you tell your children was the reason to fail and leave them facing a climate chaos that you knowingly brought upon them. That is seemed so bad for the economy that we decided to resign the idea of securing future living conditions without even trying ? Our house is still on fire. Your inaction is fueling the flames by the hour and we are telling you to act as if you loved your children above all else. Thank you.